

NEWS D'ILL

Birmanie, le grand réveil

Après cinquante ans d'isolement, le pays s'ouvre à la modernité : démocratie à portée de main, économie en plein essor et libertés retrouvées.

Les fruits verts du renouveau (p. 4)

Génération birmanes (p. 6)

ECONOMIE

Rangoun, inventaire avant travaux ❶ (p. 10)

Danyin Gone, le marché qui ne dort jamais (p. 14)

Taxis et mécanos sautent sur l'occasion (p. 16)

Les portables se débloquent (p. 17)

L'armée choisit la stratégie du retrait ❷ (p. 18)

Les tour-opérateurs tentent l'aventure (p. 20)

Tokyo place ses pions sur la côte ❸ (p. 21)

A Thilawa, la grande désillusion des paysans expropriés (p. 23)

POLITIQUE

Un an pour séduire l'armée ❹ (p. 24)

«Maintenant, nous préférons discuter que nous battre» (p. 26)

2015, le grand défi de la démocratie (p. 27)

Nay Pyi Taw, capitale en suspens ❺ (p. 28)

Zeya Thaw, le rappeur parlementaire (p. 30)

«L'armée ne doit pas être vue comme une force obscure» (p. 31)

Un pays toujours miné par la guerre civile (p. 32)

Le bouddhisme part en croisade ❻ (p. 34)

Le haut clergé se fait sonner les cloches (p. 35)

SOCIAL

L'hôpital en réanimation (p. 36)

Le grand bazar de la pharmacie (p. 39)

L'excellence perdue de l'Université ❼ (p. 40)

«Ici, ce qu'on aimerait, c'est avoir l'électricité» (p. 42)

MÉDIAS-CULTURE

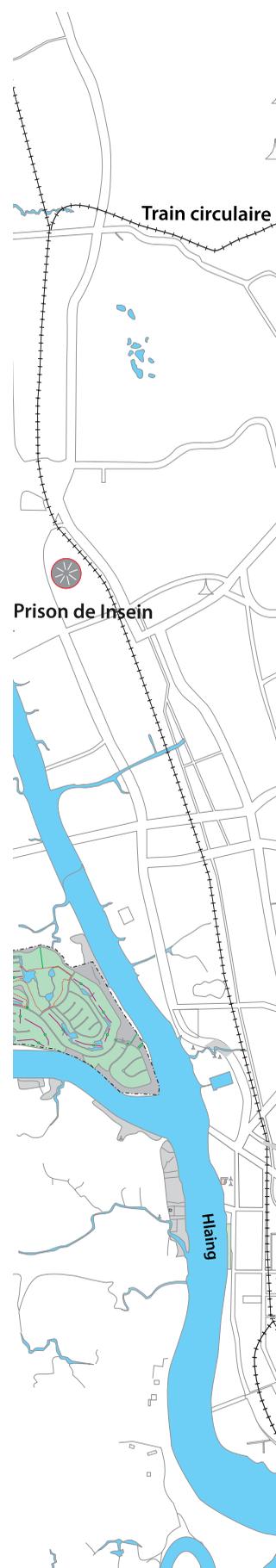
Les médias se frottent à la liberté (p. 46)

Les journalistes adoptent leur code de conduite (p. 47)

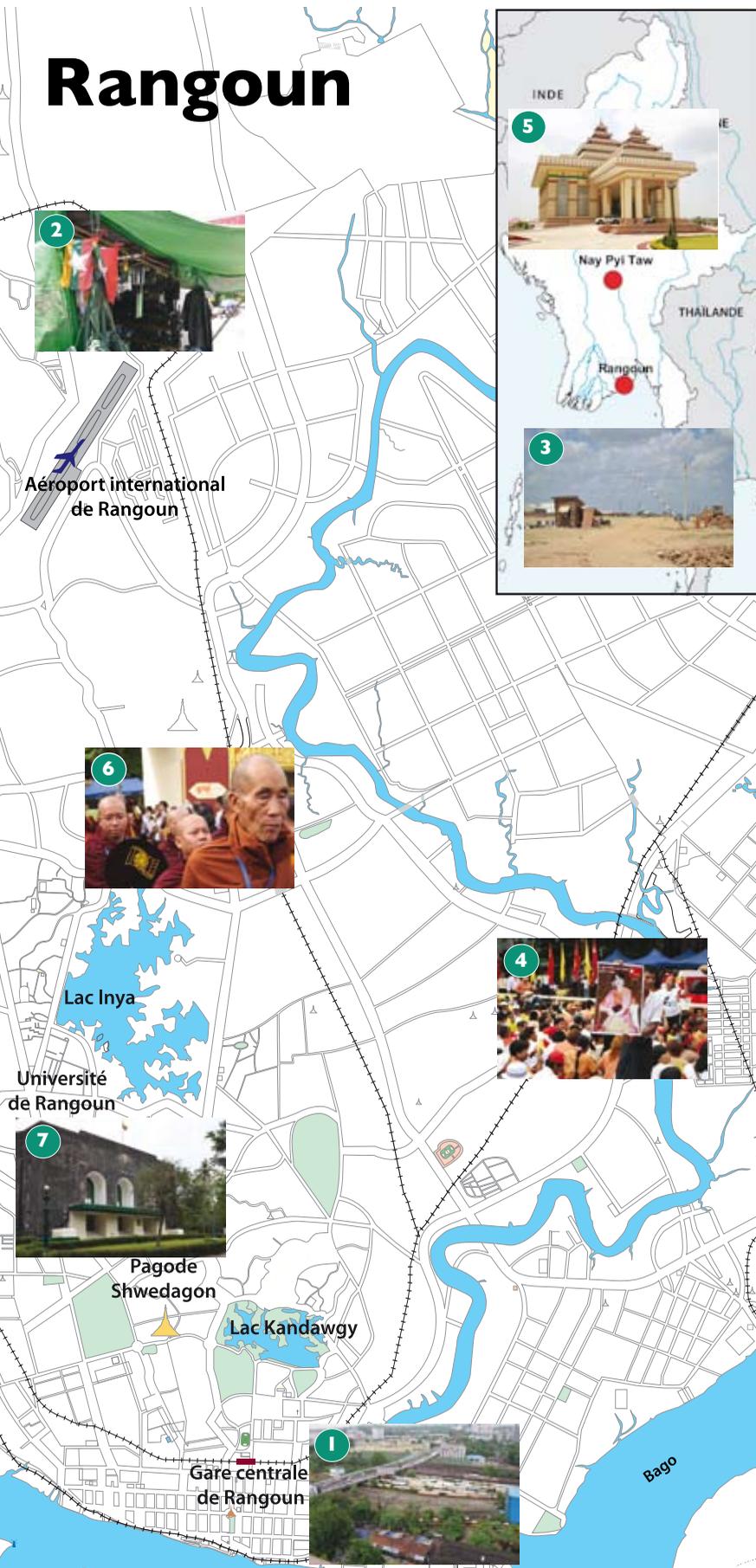
Les dollars se mêlent de l'art (p. 48)

La nouvelle vague du documentaire birman (p. 50)

Sur la touche à l'hôtel Everest (p. 51)



Rangoun



Centre universitaire d'enseignement
du journalisme (CUEJ)

Université de Strasbourg
11, rue du Maréchal Juin
CS 10068 67046 Strasbourg
Tél. 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Nicole Gauthier

ENCADREMENT : Laurence Defranoux,
Xavier Delcourt, Sophie Dufau, Nicole Gauthier,
Alain Peter, Arnaud Vaulerin

RÉDACTRICES EN CHEF : Verena Hölzl,
Claire Le Moine

CHEF D'ÉDITION : Emmanuelle François

COORDINATRICE ICONOGRAPHIE : Judith Kormann

COORDINATEUR INFOGRAPHIE : Gabriel Nedelec

RÉALISATION : Caroline Anfossi, Thomas Arrighi,
Loïc Bécart, Patxi Berhouet, Estelle Choteau,
Raphaël Czarny, Emmanuelle François,
Romain Geoffroy, Verena Hölzl, Guillaume Jacquot,
Judith Kormann, Violetta Kuhn, Aurélien Lachaud,
Claire Le Moine, Maxime Le Nagard,
Clémence Lesacq, Maxime Mainguet,
Olivier Mougeot, Qassam Muaddi,
Gabriel Nedelec, Florence Stollesteiner,
Renaud Toussaint, Florence Tricoire,
Margaux Velikonja, Anthime Verdier,
Esteban Wendling

PHOTO DE UNE : Anthime Verdier

PHOTO DE DER : Maxime Le Nagard

ENCADREMENT TECHNIQUE : Guillaume Bardet,
Jean-Christophe Galen

ENCADREMENT REPORTAGES VIDÉO :

Nicolas Ducrot, Marie Pouchin
ÉTUDIANTS REPORTAGES VIDÉO :
Kerstin Acker, Lucie Debiolles, Benjamin Delombre,
Julia Ganansia, Michaël Martin, Nicolai Morawitz,
Mélanie Poquet, Larissa Rausch, Martin Roux,
Olivia Schmoll, Marina Strauss, Elodie Toto

ENCADREMENT WEBDOC : Nicole Gauthier,
Matthieu Gorisse-Mondoloni

ÉTUDIANTS WEBDOC : Aurélie Albert, Luc Barre,
Marion Bastit, Yunxi Chen, Quentin Chillou,
Sarah Ennemoser, Hélène Faucher, Ophélie Gobinet,
Gaëlle Henry, Marion Paquet, Gwladys Porraccia,
Philipp Reichert, Luc Sorgius

DESSINS DU WEBDOC : Hsu Myat Cho,
Kyaw Ko Htet

**ENSEIGNANTS DU DÉPARTEMENT
DE JOURNALISME DU NATIONAL MANAGEMENT
COLLEGE DE RANGOUN :** Zin Mar Kyaw (News d'ILL),
Su Myat Naing (webdoc)

**ÉTUDIANTS DE L'INSTITUT FRANCAIS
DE BIRMANIE :** Chaw Su Zin, Htet Yee Win,
May Yamone Oo, Merelyne Richard, Nang Aye May,
Pyone Myint Myat, Thurain Aung,
Wint Thiri Than Aye

**ÉTUDIANTS DU DÉPARTEMENT DE JOURNALISME
DU NATIONAL COLLEGE MANAGEMENT
DE L'UNIVERSITE DE RANGOUN :** Aye Myat Mon,
Eain Chu Zin, Gin Sian Lian, Hnin Nu Lin,
Hnin Nu Wai, Hnin Wint Wint Zin, Hsu Myat Paing,
Hsu Myat Cho, Htet Htet Lin, Htet Htet Lin San,
Htoo Thinzar Kyaw, Khaing Wittye Htet,
Khin Waddy Oo, Moh Moh Thant, Nyo Mee Oo,
Phyo Pa Pa Naing, Shawn Le Win Pyae,
Shwe Lamin Eain, Yin Sandi Ko, Yu Nwe Tun

IMPRESSION : Mahawthahta, Rangoun, Birmanie

La Birmanie en quelques chiffres ...

Population estimée : 60 millions d'habitants
 Superficie : 678 528 km² (France et Belgique)
 Monnaie : kyat (1 euro = environ 1300 kyats)
 Taux de croissance : 6,8% en 2013 (Fonds monétaire international)
 Inflation : 6,1% en 2012-2013
 PIB : 40,5 milliards d'euros
 Revenu moyen annuel : 513 euros
 Ressources naturelles : pétrole, gaz, pierres précieuses, bois, zinc, argent...
 Production agricole : riz, légumes, épices...
 Espérance de vie : 65,2 ans
 Taux de fécondité : 2,23 enfants par femme (CIA World Factbook)
 Taux d'alphabétisation : 92%
 Ethnies recensées : 135
 Religions : 89% de bouddhistes, 4% de chrétiens, 4% de musulmans (selon le recensement gouvernemental)

... et quelques dates

1^{er} janvier 1886

La Birmanie est intégrée à l'Empire des Indes, sous colonisation britannique.

Août 1942

Aidé par les nationalistes de l'armée birmane indépendante, les troupes japonaises entrent en Birmanie, en proclament l'indépendance et installent le premier président birman.

4 janvier 1948

L'indépendance du pays est accordée par les Britanniques. Début de la guerre civile.

2 mars 1962

Coup d'Etat du général Ne Win, qui met en place la politique de « la voie birmane vers le socialisme »

LES FRUITS VERTS DU RENOUVEAU

Dans la moiteur de mai, le jeune Rangounien slalome entre les voitures, drapé dans son longyi, la jupe traditionnelle birmane, cheveux décolorés, le smartphone à la main. La Birmanie est de retour sur la scène mondiale. Fleuron du continent asiatique dans les années 1950, le pays sort à peine de cinq décennies de dictature et d'isolement.

En 2011, les militaires ont décidé de desserrer la main de fer et de s'ouvrir à une démocratie « florissante, disciplinée et épanouie », sous le regard dubitatif de la communauté internationale. L'absence d'uniforme dans les rues de Rangoun, l'omniprésence des stands de journaux, les meetings de l'opposition, les discussions politiques dans les maisons de thé sont des preuves tangibles de la libéralisation du pays. Les investisseurs étrangers se pressent avec circonscription à l'entrée d'un marché renaissant. De jeunes entrepreneurs birmans formés à l'étranger rentrent au pays, brûlant de reformer son économie, de reconstruire ses biens publics et de redonner confiance à sa société civile.



©Sarah Ennemoser/Cuej

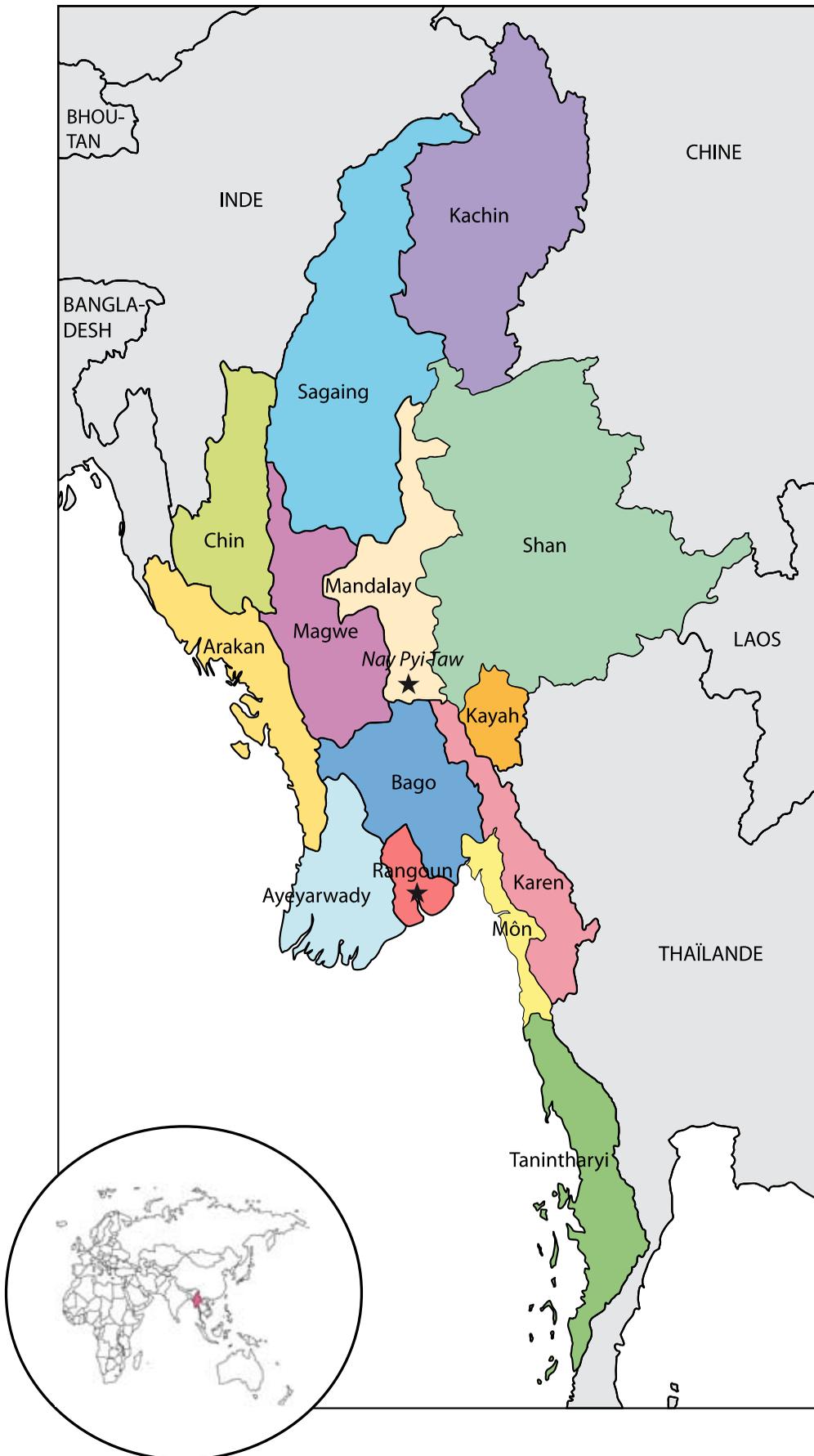
Cette mutation s'incarne dans une société très majoritairement bouddhiste, où plus de 130 ethnies cohabitent sur fond d'une guerre civile qui a fait un demi-million de morts en soixante-cinq ans. La réussite du processus de paix en cours est le principal défi posé au pays.

Fin 2015, les Birmans voteront pour les premières grandes élections de l'après-junte. Leur issue est suspendue au compromis que peuvent sceller d'ici là Aung San Suu Kyi et les militaires. L'avenir de la démocratie birmane en dépendra.

Verena Hölzl et Claire Le Moine



Scannez ces QR codes avec votre smartphone et retrouvez des contenus interactifs sur cuej.info



- 8 août 1988**
Des révoltes étudiantes, réclamant des élections libres et la fin du parti unique, sont violemment réprimées par le pouvoir.
- 18 septembre 1988**
Coup d'Etat militaire qui met fin au socialisme d'Etat.
- 27 mai 1990**
Les élections donnent 80% des sièges du Parlement à la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi. La junte refuse de reconnaître ces résultats et place la « Lady » en résidence surveillée.
- 10 décembre 1991**
Aung San Suu Kyi reçoit le prix Nobel de la paix.
- 2003**
La junte annonce une feuille de route vers une démocratie « florissante, disciplinée et épanouie ».
- Mai 2008**
Le cyclone Nargis entraîne la mort de 130 000 personnes et 2,5 millions de sans-abri. La junte impose une nouvelle Constitution.
- 7 novembre 2010**
Premières élections législatives multipartites, boycottées par la LND. Le parti gouvernemental remporte 75% des sièges.
- 13 novembre 2010**
Levée de l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi.
- 31 janvier 2011**
Le président Thein Sein lance le processus de transition institutionnelle : Parlement bicaméral, assemblées régionales, nouveau gouvernement.
- 1^{er} avril 2012**
La LND remporte 43 sièges sur 45 lors de législatives partielles.
- 22 avril 2013**
L'UE lève les sanctions contre la Birmanie.

Pendant cinq décennies de dictature militaire, les Birmans ont été coupés du monde, sous le joug d'un pouvoir réprimant toute liberté individuelle, politique et économique, corsetant l'éducation et censurant la création artistique et l'information. Avec la démocratisation en marche depuis 2011, la société doit faire face à des changements majeurs, dans un contexte encore agité : tensions intercommunautaires, pauvreté, chômage. Immersion au cœur de ces familles.

Than Aung, Bamar

« Je peux dire ce que je pense »

Ses yeux bruns fixent inlassablement la rue située en contrebas. Les jambes croisées sous son traditionnel longyi, Than Aung observe la vie de son quartier. Des maisons faites de bois et de tôle, des petites rues peu fréquentées par les voitures, des enfants qui jouent au ballon, un air enjoué qui s'échappe d'une fenêtre... Ce havre de paix situé dans le nord-est de Rangoun contraste avec les immeubles et l'intense circulation du centre-ville.

Than Aung est bamar, l'ethnie majoritaire en Birmanie. A 79 ans, il habite au premier étage d'une maison familiale avec l'une de ses filles, son mari et ses deux petits-enfants. Au rez-de-chaussée, son autre fille vit avec son époux et leurs cinq enfants. Cet ancien fonctionnaire du ministère de l'information passe une partie de ses après-midis sur l'une des grandes chaises en bois qui meublent la pièce principale. Cela fait trois mois qu'il les a achetées, ainsi que le grand réfrigérateur gris. Cho Cho Than, sa fille de 50 ans, n'a plus besoin d'aller au marché tous les jours. « Depuis 2011, les retraites des fonctionnaires ont augmenté. Je recevais 1000 kyats par mois, aujourd'hui j'en touche 30 000 », explique le vieil homme, une tasse de thé fumant entre les mains. Le mur en briques qui cloisonne l'entrée est aussi une nouveauté. Une

Généralions birmanes

Trois familles de Rangoun, témoins d'un pays en pleine ébullition, ouvrent leurs portes et livrent leurs souvenirs, leurs sentiments et leurs espoirs.

satisfaction de plus pour ce grand-père dont l'objectif est d'améliorer le confort des siens. Malgré l'augmentation des prix. Ceux du poisson, de la viande, des oignons, du riz. « Des bijoux aussi », ajoute Cho Cho Than.

Lorsque Than Aung est questionné sur les changements dans son pays, il n'hésite pas. « Je me sens plus libre, je peux dire ce que je pense », assure-t-il en agitant ses mains ornées de bagues en or. Il s'esclaffe lorsqu'il est interrogé sur la politique. Tourne son regard vers la rue, marque un temps d'arrêt, puis raconte. Les journaux qui traitent de politique n'étaient pas autorisés jusqu'en 2011. Aujourd'hui, l'octogénaire retrouve ses amis dans les maisons de thé pour échanger sur l'actualité locale. Assis dans la rue sur des petits tabourets en plastique aux couleurs vives, les hommes ne chuchotent plus pour exprimer leur opinion, voire pour critiquer le système en place.

Pour les jeunes générations, le rapport à la liberté n'est pas le même. Yu Nwe Tun, 19 ans, est la petite-fille de Than Aung. Elle tarde parfois à rentrer lorsqu'elle passe une après-midi en ville. « Ma famille pense que je suis trop jeune pour rester dehors. Mes parents et mon grand-père s'inquiètent très vite pour moi et m'appellent sur mon téléphone. Je ne>>>



En haut, la famille bamar : Cho Cho Tan et son père Than Aung entourent l'une des petites-cousines. En médaillon : Ye' Htet Aung et Yu Nwe Tun. A droite, la famille rakhine : Ngwe Su, Ngwe Kyi, Ngwe Thein, Khin Cho Cho Nyein. En bas à gauche, la famille chinoise : Soe Lin Htet, Htet Htet Lin et Myint Myint San ©Caroline Anfossi, Qassam Maaddi et Esteban Wendling/Cuej



»»»me sens pas vraiment libre, mais ce n'est pas à cause du gouvernement. » Les rues sont devenues plus sûres à Rangoun, mais sa famille craint encore les mauvaises rencontres et les accidents de la route.

A la maison, Yu possède un ordinateur. Il n'est pas connecté à Internet parce que les prix sont trop élevés. Installée devant son bureau en bois, elle enseigne à sa cousine le fonctionnement des logiciels de base. Cet espace de travail est aussi l'endroit où elle dort : sa natte est pliée contre une armoire. Une grande carte du monde est accrochée au mur. Au bas du planisphère, les mots « Practice makes perfect » sont inscrits au feutre bleu. La jeune femme aux cheveux noirs rêve de voyager. Peut-être de faire des études à l'étranger. Ensuite, elle reviendra vivre auprès de sa famille et contribuera au bien-être du foyer.

Khin Cho Cho Nyein, Rakhine

« Ma famille passe avant moi-même »

Au centre de Rangoun, au cinquième étage d'un immeuble ancien, habite la famille de Khin Cho Cho Nyein. Les escaliers étroits non éclairés mènent à l'appartement, où les coupures d'électricité rythment le quotidien de la famille. Les grands-parents, les parents, la tante et les trois enfants vivent là. Ils sont originaires de l'Etat d'Arakan, dans l'ouest de la Birmanie. Trois générations pour trois pièces à vivre.

Grâce aux revenus de Khin, la fille âgée de 27 ans qui travaille dans une entreprise pharmaceutique étrangère, ils espèrent pouvoir acheter une plus grande maison. Son père se félicite qu'elle n'ait pas été obligée d'emprunter la voie de l'agriculture, comme lui.

Le grand-père, Kyan Aung, 87 ans, médite dans la pièce principale. Celle-ci sert de salon et de dortoir. Lameublement est épuré : deux placards, une télévision, des matelas pliés dans un coin pour la nuit et la machine à coudre de Ngwe Thein, la mère de Khin, couturière depuis toujours. Sous l'autel de Bouddha fixé sur le mur central, Kyan Aung lit des prières et contemple en silence son foyer. Un foyer humble, mais dont il est fier.

Thin Aye, son gendre, parle avec passion de sa terre natale. Ses mains crevassées ne piochent plus la terre comme autrefois. Depuis son arrivée à Rangoun, il travaille dans le commerce de l'or. Le conflit entre les bouddhistes et les musulmans d'origine bengalie dans l'Arakan le préoccupe. Il n'y est pas retourné depuis quinze ans, mais il lit

les journaux en permanence. Khin et son frère Ye' Htet Aung, âgé de 24 ans, s'informent sur Internet. Ye' Htet Aung se souvient des printemps arabes. Il évoque l'Egypte, la Syrie et la Tunisie. « En Birmanie, il faut changer la Constitution pour mettre fin à la corruption », explique-t-il, lui qui est sûr, tout comme sa sœur, de voter pour le parti d'Aung San Suu Kyi lors des élections de 2015. Le chef de famille hésite encore, car selon lui, la leader de l'opposition n'a pas été assez claire sur la question des musulmans de l'Arakan. « Elle a critiqué les bouddhistes, mais n'a pas mentionné que les musulmans ont une part de responsabilité. » Père et enfants discutent en langue rakhine de leurs choix politiques. Ils s'accordent sur la priorité d'améliorer l'économie. « Il est vrai que les salaires ont augmenté, mais les prix augmentent encore plus vite. Surtout la nourriture », déplore Thin Aye. « Il faut créer du travail pour les jeunes. »

Souriant, le grand-père apprécie le décalage entre sa génération et celle de sa petite-fille. Dans les années 1930 dans l'Arakan, les enfants apprenaient seulement à lire et à écrire chez les moines au monastère. Il est fier d'entendre Khin et Ye'

Htet Aung expliquer les problèmes de la Constitution et parler en anglais à des étrangers.

Ye' Htet Aung aide son père dans le commerce d'or. Assis par terre, vêtu d'un longyi et d'un tee-shirt, il explique : « Sans un diplôme, personne ne vous emploie, quelles que soient vos compétences. » Après la terminale, il a cherché du travail pendant six ans, sans succès. Il suit actuellement une formation en communication et rêve de travailler dans l'édition vidéo et le graphisme.



A gauche : Than Aung. En bas : l'outil de travail de Ngwe Thein : sa machine à coudre.

© Caroline Anfossi et Qassam Maaddi/Cuej

Une liste officielle des occupants de chaque maison

Extrait du Palais des miroirs, Amitav Ghosh, 2000



- La procédure pour quoi ? s'étonna Jaya, stupéfaite.
- Pour les invités, répliqua Dinu sur un ton d'excuse. N'oubliez pas que vous êtes au Myanmar. Ici, rien n'est simple... il y a une liste officielle des occupants de chaque maison... personne d'autre ne peut y passer la nuit sans permission. Je connais une femme qui après trois ans de mariage doit faire une demande chaque semaine pour être incluse dans la "liste d'invités"

de sa belle-famille.
- Et qui donne cette permission ?
- Le président du Conseil de surveillance... il y en a un dans chaque quartier... ils peuvent vous mener une vie infernale... tout le monde les déteste... Le mien se distingue par sa méchanceté. Alors vous comprenez, je vous dirais bien de rester mais... la police procède régulièrement à des vérifications, surtout la nuit. On ne sait jamais quand elle va débarquer...



Kyn Aung encourage ses petits-enfants à poursuivre leurs études et à travailler. Le grand père, qui a encore du mal à s'habituer à la vie entre quatre murs souhaite avoir ses filles et ses petits-enfants autour de lui pour le reste de ses jours. « *Ma famille est ce qu'il y a de plus important pour moi. Elle passe avant moi-même* », affirme aussi Khin, assise à coté de son grand-père sous l'autel de Bouddha.



En haut :
Khin Cho Cho Nyein, lors de sa remise de diplôme.

En bas : l'autel bouddhique de la famille d'origine chinoise.
©Esteban Wendling/
Cuej

Myint Phone, d'origine chinoise
« Maintenant, les filles s'intéressent au maquillage »

Les allées et venues sont fréquentes dans cet appartement du quartier sud de Rangoun. Soe Lin Htet y vit avec son épouse - qui appartient à l'ethnie Karen -, son beau-père et sa fille âgée de 19 ans. D'origine chinoise, il est né en Birmanie. Il est traducteur dans une compagnie qui vend du céleri. Ce sexagénaire préfère d'ailleurs manier sa langue maternelle, qui lui permet d'être plus précis. Il porte le longyi et aime discuter politique. Heureux des changements en cours, il conserve néanmoins une certaine distance vis-à-vis des événements. « *Je pense qu'il faut maintenir un certain contrôle dans le pays. Je trouve par exemple que les couples respectent de moins en moins la culture birmane. Ils s'entreignent en public* », fait-il remarquer.

Après des décennies d'isolement, Soe Lin Htet a soif d'informations. Tous les jours, il suit l'actualité à la radio, la télévision et dans les journaux. Cet homme au corps fin est particulièrement curieux du fonctionnement des autres pays. De Charles de Gaulle à François Hollande, il connaît foule d'anecdotes concernant les présidents français. Sa fille, Htet Htet Lin, 19 ans, a choisi la voie des médias comme profession, par goût de l'information. Cette jeune femme aux lunettes noires rectangulaires et aux ongles colorés espère obtenir un visa français. Un désir de voyage la démange. En attendant, elle doit terminer sa formation. Et ne cache pas son désamour pour l'apprentissage par cœur qui est dispensé tout au long du cursus scolaire et universitaire.

Myint Myint San, sa mère, suivait des cours de chimie à la fin des

années 1980, au moment des révoltes étudiantes. Elle jouissait d'une liberté dont sa fille est totalement privée aujourd'hui. Interdiction pour elle de sortir du campus avant la fin des cours de l'après-midi. Pas le droit de poser de questions aux professeurs. La rigidité du système éducatif birman agace cette mère au foyer.

Assis à côté de la télévision sur une chaise en plastique, Myint Phone, le patriarche, fait rouler les boules de son chapelet bouddhique entre ses doigts. « *Avant, les jeunes faisaient la cuisine et le ménage. Maintenant, les filles s'intéressent au maquillage. Et grâce à Internet, ils ont beaucoup plus de connaissances générales* », constate le vieil homme.

Avant 2011, l'accès au web était fortement restreint. Depuis que le réseau s'est développé, Internet fascine les jeunes générations. Scotchée à son téléphone portable, Htet Htet passe des heures sur Facebook. Elle est à l'affût des lieux qui offrent une connexion wifi. La jeune Birmane dévoile son quotidien en images. Poste des réflexions sur ses rencontres et la vie qu'elle mène.

Pour ses parents aussi, Internet est un outil de connaissances et d'ouverture. Ils s'amuse de voir les possibilités qu'offre la Toile, sans s'inquiéter des éventuelles dérives. Les frères et sœurs de Soe Lin Htet sont partis vivre à Taiwan pour raisons professionnelles. Il est ravi de pouvoir prendre de leurs nouvelles grâce à l'application que sa fille a téléchargée sur son téléphone. Et lorsque, une fois par an, sa fratrie débarque pour passer quelques jours dans leur appartement, l'iPhone passe de mains en mains.

La présence de plus en plus visible d'étrangers enthousiasme Soe Lin Htet. Il y voit une aubaine, une manière de pouvoir échanger sur les coutumes et d'en apprendre toujours davantage. « *Je me demande si Vladimir Poutine est le genre d'homme qui plaît aux femmes ?* », plaisante-t-il.

Caroline Anfossi, Khai Wittyee Htet, Qassam Maaddi, Merelyne Richard et Chaw Su Zin





Rangoun, inventaire avant travaux

Eau non potable, coupures d'électricité et bus délabrés, la capitale économique, en pleine croissance, a un immense retard à rattraper.



Images d'archives représentant notamment un couvent anglais, le Government House, l'ancienne gare. Ces clichés ont été pris



Bâtiments coloniaux (ici, l'ancien centre administratif britannique), espaces verts, immeubles délabrés et constructions modernes cohabitent.
© Guillaume Jacquot/Cuej

D'un côté de Bogyoke Road, dans le centre-ville de Rangoun, le prestigieux Asia Plaza Hotel et ses quatorze étages. De l'autre, des baraques coincées entre un petit mur de béton et les lignes de chemin de fer de la gare centrale. Une centaine de fonctionnaires, employés dans une usine fabriquant des roues de train, vit dans ce quartier, raccordé aux réseaux d'eau et d'électricité. Ses habitants ont appris il y a un peu moins d'un an, en lisant la *New Light of Myanmar*, qu'ils allaient être déplacés dans le cadre d'un aménagement des environs de la gare, qui date des années 1950. « *Je serai triste de partir*, dit Thein Maung, un ouvrier de 58 ans, père de trois enfants, qui réside ici depuis dix-huit ans. *Mais c'est bien de construire des buildings, la ville se modernise.* » La capitale économique du pays symbolise à la fois les retards accumulés dans le développement et les espoirs de renouveau de la Birmanie.

La gare centrale, 25 hectares à valoriser

Le ministère des Transports veut « *aménager la zone de la gare centrale* » et en faire « *un élément essentiel pour le développement du Grand Rangoun* ». La zone à valoriser s'étend sur 25 hectares. Quatre tours pourraient sortir de terre : centres commerciaux, hôtels et bureaux. Les entreprises intéressées avaient jusqu'au 26 mai pour répondre à l'appel d'offre. Les pouvoirs publics rendront leur décision d'ici la fin de l'année. Quant à l'usine de matériel ferroviaire, elle devrait être déplacée en périphérie. L'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), omniprésente à Rangoun, abreuve en rapports,

conseils et aides financières le tout nouveau service de planification urbaine. Les Japonais préconisent le développement d'autres nœuds de communication similaires, comme la gare d'Insein dans le nord-ouest de la ville, et celle de Ma Hlwa Gone, située à deux kilomètres du centre-ville.

Tokyo recueille les dividendes de sa politique conciliante avec la junte alors qu'Européens et Américains frappaient le pays de sanctions.

Des logements à construire

Dans toute la ville, les grands chantiers se multiplient : un ensemble résidentiel se construit face au lac Kandawgyi, un Novotel émerge sur la longue Pyay Road et des immeubles de standing poussent comme des champignons le long de Kabar Aye Pagoda Road, à six kilomètres du centre. Une frénésie qui contraste avec la longue période de léthargie dans laquelle Rangoun a été plongée pendant que la junte se lançait dans l'édification d'une nouvelle capitale démesurée au centre du pays : Nay Pyi Taw (lire p. 28-29).

Aujourd'hui, Rangoun fait face à une pénurie de logements, de bureaux et de chambres d'hôtel. La ville compte peu de gratte-ciels mais dispose d'énormes surfaces foncières. Vue du ciel, la première ville du pays ressemble à une cité-jardin envahie par la végétation. Et des autocollants à l'arrière de quelques taxis témoignent des menaces qui pèsent sur les parcs : « *Grown more trees, keep Yangon green* » (Plantez plus d'arbres, Rangoun doit rester verte).

De son côté, le Yangon Heritage Trust, fondation birmane qui se soucie de la préservation du patrimoine colonial de la ville, unique en Asie du Sud-Est, observe de

près le sort des anciens bureaux de la compagnie de chemins de fer, près de la gare centrale. Un investisseur chinois veut transformer ce grand immeuble de brique rouge en hôtel cinq étoiles entouré de tours.

L'ouverture sur l'Occident a eu pour effet une explosion des prix de l'immobilier, à la location comme à la vente. Dans les quartiers les plus luxueux, le prix du mètre carré atteint celui de New York ou de Singapour.

Marc Le Quéré, un expatrié français vivant depuis neuf ans à Rangoun, a quitté son poste de professeur de français il y a deux ans pour se lancer avec un associé birman dans ce secteur en croissance exponentielle. Il consulte les annonces immobilières sur sa tablette : « *La location de cet appartement de 90 m² au centre coûte 400 000 kyats (320 euros) par mois.* » Or, seul un quart des foyers du Grand Rangoun gagne plus de 300 000 kyats (240 euros) par mois. Sachant que la durée d'un bail n'excède pas un an, les loyers sont fréquemment revus à la hausse. Pour les transactions haut de gamme, les prix atteignent aussi des sommets, portés par l'afflux d'expatriés. « *Regardez cette maison louée à 15 000 dollars par mois, sur les rives du très court lac Inya. Il y a huit ou dix ans, c'était dix fois moins.* » La hausse continue de ces dernières années n'épargne aucune catégorie de logements, et pousse les plus modestes à se loger de plus en plus loin du centre.

Les routes saturées

Repoussés aux confins de la cité, les travailleurs sont contraints d'allonger leur temps de transport. Longues files de voitures blanches japonaises, colonnes de bus âgés et surchargés, carrefours congestionnés, >>>



pendant l'Occupation britannique et après l'indépendance. ©Courtesy Yangon Heritage Trust



Un réseau d'égouts insuffisant, une consommation électrique qui a doublé en cinq ans ou encore un ramassage d'ordures à

>>> dépassements dangereux : tel est le visage du trafic à Rangoun aujourd'hui. Myo Naing, chauffeur de taxi, peste contre le temps perdu dans les bouchons. « *Les importations de voitures augmentent, les prix baissent et de plus en plus de gens en achètent.* »

Le rêve du métro

Pour désengorger la circulation, la Jica propose un schéma routier à l'horizon 2035, inspiré des recettes de Tokyo ou Osaka : autoroutes urbaines surélevées, voies express, anneaux périphérique et interne. Les lignes de chemin de fer héritées des Britanniques sont un autre défi. Trains vétustes, voies peu entretenues : il faut trois heures pour boucler les 46 kilomètres de la ligne circulaire. La Jica propose de refaire le réseau à neuf et de construire des dizaines de kilomètres de voies supplémentaires d'ici vingt ans. Plus ambitieux : le projet de deux lignes de métro, en partie aériennes, initié par le gouvernement. « *La densité de population est suffisante* », assure Takashi Shoyama, l'un des responsables du Jica Project Team. Le tout est prévu pour 2035. D'ici là, la demande en transport aura encore augmenté, puisque la po-

pulation devrait doubler, passant de cinq à dix millions d'habitants. Les obstacles sont multiples : un coût estimé à 16,3 milliards de dollars – alors que les caisses de la municipalité sont vides – et l'absence d'institutions compétentes pour gérer les transports.

Le casse-tête du ramassage des ordures qui jonchent les voies de chemin de fer, les caniveaux et les terrains vagues, déjà problématique, pourrait s'aggraver avec la densification urbaine.

Le casse-tête des déchets

Près de la gare Mahlwa Gone, dans une petite rivière aux eaux noires et épaisses, trois hommes, l'eau jusqu'à la taille, s'activent à la main pour sortir les déchets.

Sur la rive, d'autres chargent des monceaux de carton à l'arrière d'un camion. Yan Naing est à la tête d'un petit négoce de recyclage. Lui et ses quatre employés récupèrent les déchets du secteur pour les revendre à une usine de recyclage, à une heure de là où le panier de 50 litres, rempli à ras bord de bouteilles de plastique, se négocie 200 kyats (0,16 euros). Niant l'évidence, le Yangon City Development Committee (YCDC), la municipalité de Rangoun, assure que le taux de collecte s'est amélioré ces dernières années, passant de 85% en 2009 à 95% en 2013. Pourtant, les poubelles sont introuvables dans certains quartiers, et des rues font appel à des sociétés pri-

1888

L'année où le réseau d'égouts du centre-ville historique a été conçu.

200

Le prix en kyats (0,16 euros), d'un panier de 50 litres de bouteilles en plastique ramassées dans la rue.

Ce fut une année entière de famine

Extrait des *Pagodes d'or*, Pierre Loti, 1927

« *Après les horreurs du quai, les horreurs de la ville. Une Rangoun immense, toute neuve, dotée de squares aux gazons tondus correctement. Le long des rues sans fin, bien tirées au cordeau, s'aligne tout ce qui a pu germer dans des cervelles européennes en délire colonial : temples grecs (stuc et plâtre) où l'on vend de la charcuterie ; manoirs féodaux (zinc et lattis) qui sont des magasins de chaussures ; cathédrales gothiques (brique et fonte) habitées par des brocanteurs chinois ! — Car, les Chinois en plus, les Chinois par milliers, se sont abattus sur ces pauvres Birmans...* »



Certains bâtiments, comme la pagode Sule, existent toujours. D'autres, à l'image de l'ancien bureau de poste (à droite de la



organiser : les défis sont nombreux pour la municipalité. ©Guillaume Jacquot/Cuej

vées pour se débarrasser de leurs ordures. « Dans les écoles, nous allons sensibiliser les enfants aux problèmes des déchets », affirme Aung Myint Maw, directeur adjoint du département du contrôle de la pollution et du nettoyage au YCDC.

Coupures d'électricité et fuites d'eau

Une grande partie de ces ordures finit dans des incinérateurs nourrissant l'insatiable appétit de Rangoun pour l'électricité. La consommation journalière de la ville, qui s'élève actuellement à 970 Mwh, a quasiment doublé en cinq ans. L'air conditionné des nouveaux centres commerciaux, hôtels et grands immeubles serait l'un des principaux responsables de cette hausse. Pendant l'été, quand les centrales hydroélectriques produisent moins et que le mercure s'envole, la situation devient délicate pour Rangoun. « Les deux ou trois derniers étés, la production était insuffisante, les foyers étaient alimentés prioritairement, avant les industries », relate le lieutenant-colonel Yan Lin, ingénieur en chef au Yangon City Electricity Supply Board (YESB). Dans leurs zones indus-

trielles, les entreprises produisent parfois leur propre électricité, au prix fort. Cette pénurie conduit certaines firmes à repousser leurs projets d'installation à Rangoun. L'officier du YESB décrit un « réseau dépassé, datant des années 1950 ». Le budget annuel du distributeur - 20 milliards de kyats (16 millions d'euros) - ne suffit pas à assurer la modernisation. Il faut s'en remettre aux prêts de la Banque asiatique de développement. Sur les trottoirs, les groupes électrogènes et les transformateurs s'alignent. Un enchevêtrement de câbles court des poteaux jusqu'aux immeubles. A chaque abonné, un câble. Intervenir dans ces nœuds de fils est risqué. « Des accidents arrivent parfois », soupire un habitant. Le YESB promet que d'ici quelques années un câble unique reliera chaque immeuble au réseau.

Les conduites d'eau, qui ne raccordent que 40% des foyers du Grand Rangoun, sont elles aussi vieillissantes. Le taux de déperdition dans le réseau atteint 50%. Nombre d'immeubles s'équipent de pompes privées pour amener l'eau dans les logements. Rangoun ne dispose depuis 1995

que d'une station d'épuration au nord-est, à Ngamoeyeik, en contrebas d'un lac qui constitue l'une des principales sources d'approvisionnement de la ville.

Des égouts en piètre état

Les eaux rejetées par la ville finissent dans l'unique station de retraitement des eaux vieille de neuf ans. Le réseau d'égouts de l'ancien centre-ville britannique date de 1888 et avait été conçu pour une population dix fois moins importante qu'aujourd'hui. Des projets portés par la Jica, la Banque asiatique de développement ou par les Nations Unies pourraient se concrétiser dans le futur, notamment dans les quartiers les plus pauvres de la ville. L'aide des organisations étrangères est capitale, sachant que Rangoun dispose de peu de recettes fiscales.

Lorsque l'on demande à Saw Sandar, chef du département d'urbanisme et de planification urbaine au YCDC, quels sont les problèmes à résoudre, celle-ci répond, comme une évidence : « Tout est une priorité. »

Loïc Bécart, Eain Chuu Zin, Guillaume Jacquot et Shwe Lamin Eain

Sources :

The Strategic Urban Development Plan of the Greater Yangon, publié par la Jica en mars 2013.

Project for Comprehensive Urban Transport Plan of the Greater Yangon. Une étude réalisée par la Jica diffusée le 12 mai 2014 lors d'un séminaire à Rangoun.



Diaporama
Visite du Rangoun colonial



pagode) ont disparu. ©Courtesy Yangon Heritage Trust

Danyin Gone, le marché qui ne dort jamais

Piment, coriandre, mangues... Dans le vacarme des locomotives et des camions, les paysans viennent nuit et jour vendre leur production à la lisière de Rangoun. Reportage.

Huit heures du matin. Une locomotive entre en gare de Danyin Gone, la station la plus au nord de la ligne de train qui fait le tour de Rangoun. Les hauts parleurs intiment aux vendeurs de s'écarter des rails. Les wagons frôlent les étalages. Pressé de sauter dans le train, un homme renverse un plat de nouilles. Cohue sur le quai. Des hommes jettent des sacs de marchandises dans les wagons qui se remplissent à vue d'œil. Les trains de la région de Pyay, au nord de Rangoun, convergent à Danyin Gone. « *C'est l'un des deux marchés de gros alimentant la ville* », explique Min Min Latt, un commerçant de Rangoun. Les marchands installés sur les quais profitent du va-et-vient des locomotives : celles du nord déversent les fruits et légumes produits par les paysans ou achetés à Thiri Mingalar, l'autre marché de gros situé quelques stations plus au nord ; les trains venus du centre de Rangoun ramènent des armées de petits commerçants. Ceux-ci, à peine sortis du train repartent chargés de denrées. Ils vont les porter dans les quartiers de Rangoun. Le trajet dure une heure et demi, la plus-value est énorme : à Danyi Gone, une mangue coûte entre 50 et 70 kyats (0,04 à 0,05 euros) suivant la taille. À Rangoun, elle se vend 5 à 10 fois plus cher.

14 heures

Juste derrière les rails, des vendeurs font une pause dans les cafés et petits restaurants installés à l'ombre de halles en tôle. L'atmosphère est plus calme dans ce marché couvert, mais les échanges continuent. Les étalages sont en dur ; leurs propriétaires vivent à l'étage. Certains louent leurs emplacements pour le marché de gros qui s'étend sans cesse. L'ancienne capitale, en pleine explosion démographique, est une fabuleuse source de revenus pour les paysans. « *Le marché de Danyi Gone se développe depuis trois décennies grâce à la construction du pont Shwe Pyi Thay qui enjambe la rivière Hlaing, raconte un employé de la gare. Il permet aux paysans de l'Ouest de rejoindre la ville.* »

2 heures du matin

Le marché change de visage. La gare est vide, le marché couvert désert, le dernier train est parti à 21h. Coincé entre un grand axe routier, les rails et les halles, une centaine de stands s'étalent à même le sol. Le marché de nuit se remplit du vacarme de dizaines de camions qui prennent le relais des

trains et déposent des sacs de nourritures en toile blanches. « *L'après-midi, l'emplacement est trop cher pour moi* », explique Ko Win Bo, un cultivateur de 34 ans qui vend des aubergines, des piments et de la coriandre. Ko Win Bo en tire jusqu'à 30 000 kyats (24 euros) par nuit, mais les transports ont un prix élevé : un sac acheminé en camion lui coûte 1200 kyats (0,96 euro). Ses clients, eux, ne dépensent que 300 kyats (0,24 euro) pour emmener le même sac au centre de Rangoun. « *Un emplacement à Rangoun coûterait encore plus cher, se désolait-il. Et puis je ne connais pas vraiment la ville.* »

7 heures

La nuit se termine. Le premier train entre en gare, le marché de jour s'éveille.

Gabriel Nedelec, Florence Tricoire et Chaw Su Zin





De haut en bas et de gauche à droite : un étalage près des rails au milieu de la nuit ; très tôt le matin, un travailleur endormi ; le marché sur les rails qui attend les commerçants de Rangoun ; une vendeuse de choux l'après-midi.

Détails : des feuilles de bétel ; des mangoustans (fruits à chair blanche riche en antioxydants) ; des mangues et des christophines (légumes de la famille des cucurbitacées) ; des parasols pour abriter les stands. ©Florence Tricoire/Cuej





A midi sur Pyay Road, qui traverse Rangoun du nord au sud. ©Maxime Mainguet/Cuej

Taxis et mécanos sautent sur l'occasion

Les ventes de voitures ont explosé depuis l'allègement des règles d'importation. La part des véhicules neufs est infime.

Dire qu'il y a 30 ans, j'étais quasiment seul sur la route... » Dans les embouteillages sur University Road, Zaw, confortablement installé dans son 4x4, se fait nostalgique. Lorsqu'en 1980, il s'offre sa première voiture, Zaw est un privilégié : son père est militaire et obtenir une des rares licences d'importation délivrées par les autorités ne lui pose aucun problème, pas plus que de réunir l'argent nécessaire. A l'époque, sur des routes désertes, il ne passe pas inaperçu.



Infographie
Comment la réglementation agit sur le nombre de voitures.

« J'avais beaucoup de succès auprès des femmes », sourit-il. Aujourd'hui, plus question de draguer au volant. D'abord parce que Zaw s'est marié et surtout parce que posséder une automobile ne suffit plus à impressionner la gente féminine, tant son usage s'est démocratisé.

Depuis 2012, le gouvernement autorise chaque Birman possédant un compte en monnaie étrangère dans une banque publique à importer un véhicule. Les concessionnaires, eux, peuvent désormais en importer jusqu'à 100 d'un coup. Résultat : entre 2012 et 2013, le nombre de voiture a bondi de 25%, créant de nombreux emplois dans le secteur.

De l'argent facile

Depuis deux ans, les taxis prolifèrent à Rangoun. Les taxes à l'achat étant quasi nulles (2%,

contre 25 pour les voitures privées), beaucoup de Birmans en profitent pour investir dans un taxi. « Aung Wei », peut en témoigner, même s'il préfère rester anonyme. Chauffeur de taxi depuis cinq ans, il a été rejoint par de nombreux confrères ces derniers mois. Autour de sa Toyota Fielder, trois véhicules arborent la plaque rouge spécifique aux taxis. « Maintenant, il y a beaucoup de concurrence. C'est plus difficile de trouver des clients, regrette-t-il. Mais ça reste un moyen facile de gagner de l'argent. »

Les bons jours, Aung Wei gagne 50 000 kyats (40 euros). Une fois déduits les 12 000 kyats d'essence et les 10 000 pour la location de la voiture (comme beaucoup de Birmans, il ne peut pas s'acheter son propre véhicule), il lui reste 28 000 kyats : suffisamment pour faire vivre femme et enfants. « Conduire un taxi, c'est une

grande chance pour moi qui n'ai pas de diplôme », résume-t-il.

Quittant University Road et ses bouchons, la Toyota d'Aung Wei s'enfonce dans le quartier de Tamwe. Sur le bord de la route, la terre battue a remplacé les trottoirs. A grands coups de klaxon, le véhicule se fraye un chemin au milieu des piétons et des voitures garées devant les boutiques. Pare-chocs suspendus aux toits, enjoliveurs empilés sur le trottoir : le quartier s'est spécialisé dans le commerce des pièces détachées. Krishna y gère un magasin depuis dix ans. L'essor de la voiture est une aubaine pour lui : il gagne 100 000 kyats par jour. « Dès que j'ai besoin de pneus ou d'une batterie, je viens ici », raconte Aung Wei.

Des vendeurs bien seuls

Au sud du quartier, sur Kabar Aye Road, une concession automobile se dresse sur un promontoire qui domine la rue. Depuis trois mois, l'établissement porte les couleurs de la firme chinoise Baic. « Pour l'instant, je n'ai vendu que deux voitures de cette marque », relativise Zar Zar Sein, la gérante. A côté du bâtiment flambant neuf, des voitures blanches sont alignées sous un préau. « Ce sont des occasions venant du Japon, explique-t-elle. On en vend trois par jour depuis deux ans. » Achetées aux enchères dans l'archipel, elles sont revendues en Birmanie 40% moins cher qu'une voiture neuve. Réputées plus solides et moins chères que leurs concurrentes, elles encombrant les rues de Rangoun.

Les marques occidentales tentent d'investir ce marché prometteur. Daimler a installé une concession à l'entrée de Pyay Road en novembre. En février, Chevrolet ouvrait un showroom quelques centaines de mètres plus loin. Quatre mois après l'ouverture du magasin, les vendeurs y sont encore bien seuls. A l'extérieur, devant l'enseigne, les Toyota et les Nissan sont pare-chocs contre pare-chocs.

Maxime Mainguet
et Merelyne Richard

Les portables se débloquent

Cartes SIM hors de prix, réseau limité, l'arrivée des premiers opérateurs étrangers devrait bouleverser le paysage.



Seulement 5,1% des Birmans possèdent un mobile. ©J.Kormann/Cuej

Une vingtaine de stands, des hommes-sandwichs, un défilé de mode pour présenter les derniers smartphones... Le visiteur du sixième salon Myanmar Mobile de Rangoun, dédié au portable, a l'impression qu'il n'y a rien de plus simple que de se procurer un téléphone à Rangoun. Huawei, Samsung, Sony, toutes les marques asiatiques sont présentes. Mais le parcours du combattant commence quand il s'agit d'obtenir un numéro de téléphone mobile.

Premier obstacle : la pénurie de cartes SIM. Myanmar Post and Telecommunications (MPT), pour l'instant unique opérateur téléphonique et propriété du gouvernement, limite l'offre faute de moyens techniques et financiers. « MPT n'arriverait pas à couvrir seul le réseau pour 60 millions de personnes, c'est pourquoi il mettent en vente si peu de cartes SIM », explique Kyaw Kyaw Zin, co-fondateur du salon Myanmar Mobile. La pénurie fait monter les prix.

Deuxième obstacle : le prix. A la fin des années 1990, la carte SIM coûtait encore 7 millions de kyats

(5 200 euros), une somme pharaonique que seuls les hommes d'affaires pouvaient déboursier. Quand, en 2006, Aung Kyaw Soe, maître d'œuvre dans le bâtiment, a acheté son premier mobile, il a dû emprunter auprès de sa famille et de ses amis. « La carte SIM seule m'a coûté 4,5 millions de kyats (près de 3 300 euros), je sortais d'une période de chômage et j'en avais vraiment besoin pour mon nouveau travail. »

Ces trois dernières années, les prix ont considérablement baissé, surtout si l'on a la chance de s'en voir attribuer une pour seulement 1 500 kyats (un peu plus d'un euro) après un tirage au sort organisé par MPT. Mais au lieu de démocratiser l'accès au portable, nombre de ces cartes sont revendues en sous-main dans les boutiques de téléphone à près de 100 000 kyats (800 euros).

Le troisième obstacle est technique. Le réseau MPT utilise deux standards, le GSM et le CDMA. Or, la compatibilité n'est pas assurée entre les deux normes, un portable GSM n'accepte pas les cartes CDMA et inversement. Pour être joignable en >>>

Le retour de

Amayar
Maung



« Il fallait que je rentre. Je n'avais pas de famille là-bas et je n'y retrouvais pas cette gaieté propre à Rangoun. »

A l'ombre des gratte-ciels de Manhattan, les quelques rayons de soleil rappelaient sans cesse à cette Birmane le reflet des pagodes d'or. Amayar Maung avait 20 ans lorsqu'elle avait choisi de s'exiler. « La Birmanie était encore fermée, aller faire ses études à New York, c'était s'ouvrir au monde ! » Une soif de découverte que la jeune fille étanchera pendant 11 ans entre études d'informatique et petits boulots à la chaîne. Rentrée au pays depuis deux ans, elle travaille dans une société d'import-export. Quand on lui demande ce qui a changé en son absence, elle répond, moqueuse : « Rangoun, c'est comme New York. Il y a énormément de monde et les bâtiments sont hauts. Mais ici les gens sont beaucoup plus chaleureux. C'est juste une question de température. » ■

>>> tout lieu, mieux vaut donc se munir de deux téléphones, le réseau étant meilleur en CDMA dans l'Est ou le Nord de la Birmanie, des régions montagneuses, alors que le GSM marche mieux dans les grandes villes.

Couvrir 75% du territoire

La plupart de ces problèmes pourraient prendre fin avec l'arrivée de deux opérateurs étrangers en Birmanie, le qatari Ooredoo et le norvégien Telenor. Ils ont tous les deux remporté en décembre 2013 l'appel d'offres lancé par le gouvernement. L'objectif fixé est de couvrir 75% du territoire d'ici 2016. Plus de 90 opérateurs internationaux s'étaient portés candidats pour ce marché prometteur : seuls 5,1% des Birmans possédaient un téléphone portable en 2013, d'après un rapport de Radio Free Asia. Des utilisateurs qui se trouvent essentiellement à Rangoun, où les conducteurs de cyclo-pousse sont déjà collés à leurs smartphones.

Le prix de la minute divisé par deux

En août, Ooredoo mettra en vente ses propres cartes, à moins de 1500 kyats. Telenor prévoit de le faire fin septembre. « Nos prix seront deux fois moins chers que ceux de MPT », assure Sophie Hinn, responsable du recrutement à Telenor. La minute d'appel, qui coûte actuellement 50 kyats (4 centimes d'euros), devrait chuter à 25 kyats (2 centimes).

Pendant ce temps, le MPT et le MEC (Myanmar Economic Corporation, une holding détenue par l'armée birmane et chargée jusqu'ici de fabriquer les cartes SIM) se sont associés. Ils ont lancé fin 2013 un système de paiement numérique à distance par mobile en utilisant la technologie sécurisée développée par l'entreprise française Oberthur. Baisse des prix, extension du réseau, multiplication des services, accès à Internet... La Birmanie n'est encore qu'au seuil de l'ère numérique.

**Romain Geoffroy
et Merelyne Richard**

L'armée choisit la strat

Les militaires abandonnent progressivement certains monopoles



Dans le quartier de Mingaladon, on fabrique illégalement les uniformes de l'armée. ©A. Lachaud.

Boire une bière en Birmanie, c'est encore remplir les caisses de la junte. A Rangoun, la Myanmar Beer affiche partout ses couleurs vert, rouge et jaune empruntées au drapeau birman. Cette bière populaire est produite par MBL, une brasserie dont Tatmadaw, nom officiel de l'armée, détient au moins 40% des parts à travers son conglomérat Union Myanmar Economic Holding Limited (UMEHL).

Et l'amateur de houblon peut difficilement échapper à ce monopole. La Tiger, l'ABC Stout, l'Andaman sont aussi produites par MBL. Quant à l'autre bière populaire, la Dagon, elle est brassée par la Dagon Brewery Company, détenue à 100% par la MEC (Myanmar Economic Corporation), l'autre conglomérat économique possédé par l'armée.

Outre la bière, les militaires ont toujours la mainmise sur de nombreux secteurs économiques. Mais avec l'ouverture du pays, certains marchés sont progressivement ouverts aux in-

vestisseurs privés, étrangers ou birmans, comme l'automobile, les télécoms, les huiles comestibles, ou le tabac.

Disparus des rues de Rangoun

L'armée s'efface. Economique, son retrait est aussi physique. Visibles à chaque coin de rue avant 2010, les militaires ont aujourd'hui déserté les rues de Rangoun. L'ancien quartier général, implanté tout près de l'immense pagode Shwedagon, n'est plus qu'un bâtiment laissé aux quatre vents. Comme la majorité des soldats, le commandement a été déplacé dans la nouvelle capitale du pays, à Nay Pyi Taw.

Il faut se rendre dans Mingaladon Township, le quartier militaire situé au nord de la ville, pour apercevoir des soldats en uniforme. Certaines unités y ont conservé une bonne part de leurs effectifs, comme l'armée de l'air, qui a gardé l'habitude de bloquer la circulation de Pyay Road, principale artère de Rangoun, pour faire traverser ses avions de guerre jusqu'à l'aé-



Diaporama sonore

Visiter l'ancien siège d'état-major de l'armée à Rangoun.

égie du retrait

comme la bière ou le tabac pour investir dans de nouveaux secteurs.

roport civil où se situe l'unique piste de décollage de l'ancienne capitale.

Des entreprises mal gérées

Sur le marché de Mingaladon, de nombreux petits commerçants fournissent, plus ou moins légalement, des uniformes aux soldats. « Avant 2010, on en vendait en cachette. Maintenant, c'est toujours interdit mais l'armée ferme les yeux et nous laisse faire », raconte une vendeuse. L'usine nationale ne parvenant pas à habiller correctement ses bataillons, la population locale a depuis longtemps pris le relais en confectionnant bottes, casquettes et insignes. Les soldats viennent sur place pour acheter mais aussi revendre leurs équipements. Problème, avec le retrait des troupes, ce petit marché a vu sa clientèle s'éloigner. Dans les ateliers derrière les multiples petites boutiques en bois, Myo Thaïke, 29 ans, coud des uniformes depuis plus de dix ans. « Certains fabricants ont suivi les militaires à Nay Pyi Taw. Moi j'ai

choisi de rester. » D'autres s'adaptent, et se mettent à produire des bleus de travail ou des chemises d'agent de sécurité pour les entreprises.

A l'image de l'usine ne parvenant pas à fabriquer assez d'uniformes pour ses soldats, les entreprises de l'armée ont la réputation d'être inefficaces et mal gérées. Et dans le nouveau contexte économique concurrentiel, certaines sociétés appartenant aux deux conglomérats militaires UMEHL et MEC risquent de devenir un véritable fardeau.

La génération de militaires désormais à la tête de Tatmadaw a conscience que les réformes économiques sont inévitables. Pour attirer les investisseurs, l'armée a entrepris de démanteler ses monopoles et d'instaurer plus de transparence. Totale-ment opaques, UMEHL et MEC financent une part du fonctionnement de Tatmadaw et permettent de distribuer des dividendes aux officiers retraités de l'armée. Pensions et soldes transitent également à travers ce système. Le budget militaire d'Etat est,

lui, surtout réservé aux dépenses d'équipements.

Ces conglomérats ont des intérêts dans quasiment tous les domaines. Ils avaient permis de stabiliser les revenus de l'armée durant les années 1990, avec une première vague de privatisations bénéficiant aux « cronies », ces investisseurs proches de la junte. La deuxième vague de privatisation ouverte aux capitaux étrangers dope le PIB avec une croissance actuelle de près de 7%. Et avec l'instauration d'une vraie fiscalité, le fonds de l'armée, qui représente encore 12% du budget de l'Etat, s'envole.

Heineken et Carlsberg reviennent

Pour le think tank international Crisis group, le calcul est simple. Après deux décennies de domination sur les marchés, l'empreinte économique de l'armée en Birmanie est gigantesque. Celle-ci est donc idéalement placée pour vendre les actifs qui lui coûtent de l'argent et garder des parts dans ceux qu'elle juge plus lucratifs. Tatmadaw abandonne ses tâches de gestionnaire pour se concentrer sur son rôle d'actionnaire, laissant entrevoir de larges dividendes à ses cadres.

Dans quelques mois, le monopole de l'armée sur le marché de la bière va lui aussi prendre fin. Heineken et Carlsberg ont décroché l'autorisation de revenir en Birmanie, vingt ans après la fermeture de leurs brasseries et leur départ du pays à la suite des sanctions internationales. Mais Tatmadaw ne manque pas de ressources : à Rangoun, le prix du foncier est en train d'exploser. Et, sans surprise, l'armée possède une grande partie des terrains. L'ouverture du pays et la fin des monopoles d'Etat, loin de ruiner les militaires, pourraient les enrichir un peu plus.

**Aurélien Lachaud
et Merelyne Richard**

Le retour de

**Yamone
Scarlett**



Participer à l'ouverture de son pays.

En 2010, Yamone Scarlett part étudier à Londres, déçue par le système éducatif birman.

« Quand on est bon à l'école, on nous envoie en médecine, c'est stupide, on ne se soucie pas de nous. »

En Angleterre, elle étudie le marketing et enchaîne les petits boulots. Son exil lui ouvre les yeux sur son pays natal. « En Angleterre, nous étions libres, et même encouragés à débattre à l'école. J'ai eu la révélation de la censure qui frappait Internet en Birmanie, tout était plus rapide et j'avais accès à tous les sites. » En 2013, à 23 ans, la jeune femme revient à Rangoun avec la volonté de prendre part au développement. Aujourd'hui, elle est responsable marketing d'un incubateur de start-up. ■

La Chine perd son influence historique

Premier partenaire économique de la Birmanie en 2011 avec 10,4 milliards d'euros d'investissements, la Chine perd du terrain depuis le lancement de la transition démocratique. Le gel, en 2011, du projet à 2,9 milliards d'euros du barrage de Myitsone, dans l'Etat Kachin, a marqué un coup d'arrêt. Les investissements chinois se sont effondrés à 326 millions d'euros en 2012-2013. Cependant, la Chine reste le premier acheteur de gaz birman et ses entreprises, comme Huawei, sont très présentes. Et elle peut compter sur l'influence de sa diaspora : ses descendants installés depuis des générations (environ 2% de la population birmane) et les centaines de milliers de clandestins. Ce recul des investissements chinois n'est qu'en partie compensé par les capitaux étrangers qui plafonnent à 1,1 milliard d'euros sur la période 2012-2013.

Maxime Le Nagard



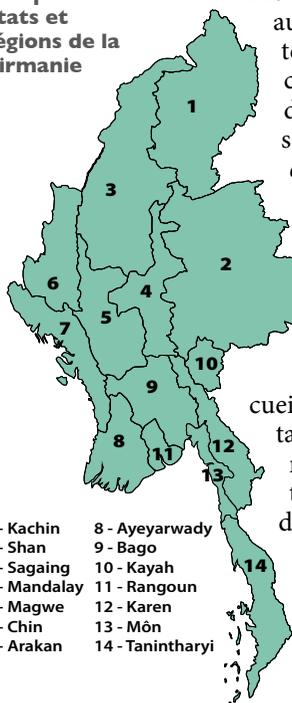
Les tour-opérateurs tentent l'aventure

Les professionnels, qui peinent à répondre à l'afflux de touristes attirés par les richesses naturelles et architecturales du pays, investissent de nouveaux territoires.



Diaporama sonore
sur l'évolution du
tourisme vu par un
directeur d'agence
de voyage.

**Les quatorze
États et
régions de la
Birmanie**



- | | |
|--------------|------------------|
| 1 - Kachin | 8 - Ayeyarwady |
| 2 - Shan | 9 - Bago |
| 3 - Sagaing | 10 - Kayah |
| 4 - Mandalay | 11 - Rangoun |
| 5 - Magwe | 12 - Karen |
| 6 - Chin | 13 - Môn |
| 7 - Arakan | 14 - Tanintharyi |

©Gabriel Nedelec/
Cuej

Avant c'était les étrangers qui découvraient Bouddha, maintenant c'est Bouddha qui découvre les étrangers ». Assis aux côtés de sa femme au cœur de la pagode Shwedagon, Sai, 63 ans, s'amuse de l'afflux de touristes.

120 000 en 2011, 310 000 aujourd'hui, les visiteurs étrangers dans ce lieu emblématique de Rangoun ont quasiment triplé. « On croisait surtout des visages thaïlandais ou chinois. Désormais, il n'est pas rare de rencontrer des Européens. »

Les capacités d'accueil de l'ancienne capitale peinent à suivre le rythme. Il y a encore trois ans, les stupas des pagodes aurifées régnaient en solitaire sur le ciel de Rangoun. Aujourd'hui, les hôtels en construction leur font de l'ombre.

Vols à vue et liste noire

« Pour parer au plus pressé, le gouvernement fait appel aux capitales étrangères » explique

Jean-Yves Branchard, directeur de l'agence de voyage Ananda. La rénovation des hôtels qui appartenaient au gouvernement est financée par des fortunes étrangères, notamment chinoises, via un partenariat public-privé avec le ministère du tourisme. Un plan de construction d'environ 600 chambres est en cours. En attendant, le prix des nuitées grimpe à un rythme effréné. Il y a cinq ans, la nuit au Panorama Hotel coûtait 25 000 kyats (20 euros). Aujourd'hui, on est proche des 120 000 kyats (96 euros) et certains hôtels affichent complet jusqu'en 2015. Même frénésie du côté des transports. Rangoun devrait se doter d'un aéroport d'une capacité quatre fois supérieure d'ici à 2018. Les routes construites en 1996 avec le plan *Visit Myanmar* ne sont plus suffisantes ; des lignes aériennes s'ouvrent. Quarante-neuf aéroports nationaux desservent des endroits jusqu'alors isolés, mais les vols s'effectuent encore à vue, sans couverture radar. Les pistes d'atterrissage sont parfois trop courtes et la formation des pilotes laisse à désirer. « On prétend qu'ils sont formés à Toulouse, mais le gouvernement s'arrange parfois avec cette partie de l'équation », s'amuse Jean-Yves Branchard.

Les huit compagnies birmanes sont sur la liste noire de l'aérien de l'Union Européenne.

Il n'y avait qu'une vingtaine d'agences de voyage dans les années 2000, elles sont plus de 1000 aujourd'hui à Rangoun. « J'ai eu environ 500 clients l'an dernier, tandis que je tournais autour de 50 il y a trois ans, explique Glenn Thurston, directeur de l'agence Nature Land et ancien guide touristique. Je table sur le double pour l'année prochaine. »

Un potentiel inexploré

Les pagodes, le rocher d'or de Kyaiktiyo et autres lieux de culte ne sont plus les seuls attraits touristiques du pays. Les rubis « sang de pigeon » de Mogok, les mines de Maishu, de Pyinlon, longtemps inaccessibles, figurent depuis cette année sur le catalogue des tours opérateurs. « Le circuit traditionnel Rangoun-Mandalay-Bagan est toujours porté par le tourisme religieux, analyse Hsu Thiri Zaw, professeure en management du tourisme au National Management College de Rangoun, mais d'autres destinations émergent : plages, traversées sur les rivières, randonnées en montagne, etc. » Le développement du tourisme dans les zones excentrées est



De gauche à droite : un trishaw en face du port de Rangoun, la pagode Shwe Dagon, un commerce de bétel, et un magasin de tissus au marché Bogyoke.

©Thomas Arrighi,
Maxime Le Nagard,
Esteban Wendling
/Cuej

favorisé par l'apaisement des conflits armés. Les Etats Chin, Kayah et Karen et le sud de l'Etat Shan, partiellement en conflit avant les élections de 2010, s'éloignent progressivement de l'économie de guerre. Pacifié depuis 2012, le Chin reste encore difficile d'accès à cause du relief. « *Un écotourisme s'y développe peu à peu* », affirme Hsu Thiri Zaw. Deux régions au potentiel touristique important restent encore inex-

Un ensemble fantastique de coupoles étranges

Extrait de *La Vallée des rubis*, Joseph Kessel, 1955



Par une chance rare, je me suis trouvé le soir du même jour dans un lieu qui offrait une ineffable paix spirituelle, une réplique aux dernières paroles de Gandhi. La pagode de Schwedagon. Elle coiffait une haute colline située à six kilomètres de Rangoun. On voyait de loin cet ensemble fantastique de coupoles étranges, de voûtes torturées et d'aiguilles géantes qui, toutes, étaient recouvertes de

feuilles d'or fin. Extraordinaire cité de la foi la plus antique ouverte à chacun [...]
Je me trouvais alors sur une terrasse circulaire et dallée, aussi vaste et brillante que l'étendue d'un grand fleuve. Au milieu, château fort de rêve, falaise fabuleuse, la masse centrale, brillant de mille feux, hérissée de mille aiguilles, semblait escalader le ciel du crépuscule.



plorées car toujours en proie aux conflits : les Etats Kachin et d'Arakan. Glenn Thurston anticipe la fin des guérillas locales : « *J'ai déjà construit un programme touristique pour Putao, dans l'Etat Kachin. Quand l'Arakan sera pacifié à l'ouest, toute la côte du golfe de Bengale va exploser.* »

Certains s'alarment de l'impact écologique de ce boom économique. En 2010, le gouvernement avait décidé de mettre en

place un tourisme responsable au lac Inle. Promesse qui n'a pas tenu devant l'afflux de capitaux étrangers. « *Ils ont cassé dans la montagne pour construire une dizaine d'hôtels. Dans dix ans ça sera la Costa Brava* », s'attriste Jean-Yves Branchard. La plage paradisiaque d'Ngapali ne tardera donc pas à voir débarquer les pelleteuses.

**Thomas Arrighi,
Maxime Le Nagard
et Chaw Su Zin**

Tokyo place ses pions sur la côte

La Birmanie entame sa transition économique et tente d'attirer les investisseurs. Une timide ouverture qui profite surtout aux pays voisins.

Ce n'est encore qu'un immense champ de terre et de boue, à une trentaine de kilomètres au sud de Rangoun. Après sept mois de travaux, le terrain qui accueillera la première zone économique spéciale (ZES) de Birmanie est presque viabilisé. La construction des usines doit débuter en 2015, sur une surface de 400 hectares, à l'est du port de Thilawa et de ses six terminaux.

Inspirée du modèle chinois, la loi birmane sur les ZES adoptée en janvier 2011 promet aux investisseurs une exonération d'impôts pour les cinq

premières années d'activité, puis des incitations fiscales à l'export et au réinvestissement sur les dix années suivantes. Ces mesures doivent attirer les capitaux étrangers, afin d'entamer la transition de l'économie birmane, qui reposait jusqu'à présent sur l'exportation de matières premières.

Un ouvrier gagne environ 30 euros par mois

La main-d'œuvre locale assemblera sur place des composants importés ou confectionnera des vêtements, avant d'exporter le tout. Une

part indéterminée de la valeur ajoutée ira dans les caisses de la Birmanie, qui assure pouvoir créer 40 000 emplois à Thilawa.

Avant l'adoption de sanctions économiques par les pays occidentaux, au début des années 2000, l'industrie birmane était en plein essor, en particulier dans le secteur du textile. Idéalement situé à mi-chemin entre la capitale économique de Birmanie aux six millions d'habitants et l'océan Indien, le site de Thilawa intéressait déjà à l'époque les riches pays voisins : Pékin et Singapour ont dû abandonner leur

>>>



Infographie
Le commerce
extérieur

>>> projet sous la dictature, et aujourd'hui, c'est Tokyo qui est à la manœuvre.

L'Agence internationale de coopération japonaise (Jica) a accordé un prêt de 200 millions de dollars sur quarante ans pour l'agrandissement du port de Thilawa, la rénovation des routes et du réseau électrique au taux très préférentiel de 0,01%. Jica et des entreprises japonaises détiennent 49% du capital de la société Myanmar Japan Thilawa Development Ltd. Le reste se répartit entre le gouvernement birman et des entreprises du pays. « *Le Japon est un partenaire historique de la Birmanie depuis la Seconde Guerre mondiale. Même pendant les sanctions internationales, nous étions présents pour des besoins humanitaires. Aujourd'hui, le pays est un marché prometteur pour nos investissements* », explique Masahiko Suzuki, expert de Jica en mission à la mairie de Rangoun.

Les Japonais savent qu'en poussant ce projet, ils assurent à leurs entreprises une place de choix dans un pays qui a désespérément besoin de capitaux étrangers. Toyota et Suzuki ont déjà annoncé leur intention de s'implanter à Thilawa. Hong Kong prévoit douze entreprises de textile, et Singapour a été choisi pour construire de nouvelles infrastructures pétrolières dans le port. Une usine française du cimentier Lafarge est installée depuis 1999 dans l'actuel périmètre de la ZES, mais ses opérations se limitent pour l'instant à la for-

mation de 150 employés.

« *Thilawa pourrait être un succès*, observe Yan Naung Lynn, analyste au cabinet britannique Myanmar Investments. *La ZES est proche de Rangoun. Le Japon apporte une aide considérable et rend le projet crédible. Et les salaires birmans sont très faibles.* » Un ouvrier gagne en moyenne moins de 30 euros par mois.

Thilawa n'est pas un projet isolé. Deux autres zones économiques spéciales sont prévues. Un consortium italo-thaïlandais pilote la première à Dawei, ville côtière de la région de Tannintharyi, à 350 kilomètres de Bangkok. L'objectif est là aussi d'attirer des investisseurs étrangers, qui pourront ensuite exporter leurs produits, notamment vers la Thaïlande. Un pipeline, une autoroute et une voie ferrée entre Dawei et Bangkok sont dans les plans, mais les investissements se font attendre.

L'utopie des 100 000 emplois

Côté chinois, Pékin rêve d'une ZES à Kyauk Phyu, dans l'Arakan. S'y trouvent déjà un port, d'où partent un gazoduc et un oléoduc, à destination de Kunming, capitale du Yunnan située à 1 100 km de la côte birmane. Une partie du gaz exporté provient du gisement offshore de Shwe Gaz, au large de Kyauk Phyu. Le reste est importé par bateau d'Afrique et du Moyen-Orient. Les navires chinois évitent ainsi de passer par le détroit

Trois zones économiques spéciales (ZES) sont en projet sur la côte birmane.

©Gabriel Nedelec/Cuej



de Malacca, au large de Singapour, et gagnent plusieurs jours de navigation. Pékin prévoit de construire une route et un chemin de fer le long de ses pipelines. « *Autant dire que l'armée chinoise aurait une autoroute devant elle si elle souhaitait envahir notre pays* », analyse un observateur birman. Fin avril 2014, le plan de développement de la zone n'était pas terminé, et aucune entreprise étrangère n'avait encore investi. Les 100 000 emplois annoncés à Kyauk Phyu relèvent pour l'heure de l'utopie. Thilawa est le plus avancé des trois projets. Mais les infrastructures portuaires qui doivent permettre d'importer pièces détachées et matières premières sont déjà saturées et vieillissantes. « *Le pays s'ouvre aux capitaux étrangers, mais c'est encore très lent, et très amateur* », regrette un cadre français présent dans le pays. « *Tout cela sera amélioré avec le développement de la zone* », promet Li Kyaw Zay Yen, sous-commissaire de la région de Thanlyin, où se trouve Thilawa. La réussite économique de la ZES dépendra aussi de la situation politique du pays, prédit l'analyste Yan Naung Lynn : « *Les investisseurs occidentaux ne viendront pas en Birmanie avant 2017 : ils attendront deux ans, après les élections, pour voir si la situation est vraiment stabilisée.* »



Les travaux de viabilisation de la ZES ont commencé fin 2013. ©Patxi Berhouet/Cuej

A Thilawa, la grande désillusion des paysans expropriés

Chassés de leurs terres par l'implantation de la zone économique spéciale, des villageois ont été relogés dans des maisons plus confortables mais mal entretenues, et se retrouvent désœuvrés.



La Jica a prévu des habitations en dur, mais pas de potager. ©Esteban Wendling/Cuej

Au premier abord, le village où ont été déplacées les 68 familles de fermiers de Thilawa respire le confort, comparé aux baraques en bambou voisines. Depuis sept mois, ils y vivent dans des maisons construites avec de solides menuiseries et des toits en tôle à 8 kilomètres de leur ancien village. C'est le seul lotissement avec un chemin qui le relie à Thanlyin par une route bétonnée.

Le déménagement s'est déroulé sans violence. Les Japonais, représentés par leur Agence internationale de coopération japonaise (Jica) qui investit dans la zone économique spéciale (ZES) ne veulent surtout pas que le sort de ces paysans ternisse leur projet. Les médias surveillent de près le traitement de ce dossier.

Pourtant, les habitants préféreraient leurs fermes, qui ont aujourd'hui disparu au profit de la première phase de la ZES de Thilawa. Avant, ils mangeaient leurs haricots et pêchaient. Le lac est désormais trop loin. « On y trouvait des anguilles et des poissons-chats, depuis qu'on nous a placé ici, nous devons tout acheter, » déplore un villageois.

Chaque famille a reçu 2,5 millions de kyats (2 000 euros) pour reconstruire la maison. Avec l'extension de la ZES, ce sont 4 000 personnes de plus

qui pourraient être déplacées. « Beaucoup ici n'ont plus de travail, s'inquiète un jeune homme. Nous ne savons pas comment nous allons faire. » Les agriculteurs ont perdu leurs terres, et l'espace offert par le gouvernement est trop petit pour cultiver.

Des usines comme seule perspective

Les équipements se détériorent déjà. Des quatre pompes à eau installées, deux ne fonctionnent plus. Les experts du gouvernement ont promis de les réparer, rien n'est fait. La rigole qui devait empêcher le village de se transformer en marécage de boue a aussi besoin de travaux. Des observateurs japonais se sont bien déplacés, mais rien n'avance. « Ils ne sont venus que pour prendre des photos, rien d'autre », ironise un habitant.

Le seul espoir d'amélioration, paradoxalement, vient de la ZES en construction. « Les Japonais nous ont affirmé que nous pourrions travailler là bas, explique un ancien. J'étais bon agriculteur, mais je ne sais rien faire d'autre. Il va falloir apprendre un nouveau métier dans le textile ou l'automobile, ça fait un peu peur. »

Dossier réalisé par Patxi Berhouet, Esteban Wendling et Thurain Aung



La leader de la LND, Prix Nobel de la paix 1991, lors de son meeting à Maubin, à l'ouest de Rangoun, le 10 mai. ©Anthime Verdier/Cuej

Un an pour séduire l'armée

Pour être élue présidente l'an prochain, Aung San Suu Kyi doit convaincre les militaires de modifier la Constitution.



Diaporama sonore

Ambiance au meeting d'Aung San Suu Kyi à Rangoun le 17 mai 2014

Ce 17 mai au matin, 15 000 personnes s'entassent sur le terrain de sport du township Bahan, dans l'est de Rangoun, et débordent sur la rue. Dès 6 heures, les militants les plus fidèles ont pris place devant la scène. Assis en tailleur, à même le sol, ils arborent pin's et tee-shirts à l'image de leur leader. La sono crache des musiques pop-rock à la gloire d'Aung San Suu Kyi et de la LND (Ligue nationale pour la démocratie). À un an des élections générales, la mobilisation des militants bat déjà son plein. Ko Aung Kyew Tur, qui vit non loin de là, est déterminé : « *Nous sommes tous là pour soutenir une réforme de la Constitution de 2008.* » Une femme à côté de lui s'empresse d'ajouter avec ferveur qu'« *une réforme est nécessaire et qu'Aung San Suu Kyi sera inévitablement la future présidente.* »

Un peu avant 9 heures, la foule s'agite, la Dame (« Daw » en birman) est annoncée. Des voitures aux vitres teintées fendent la foule. Aung San Suu Kyi descend, salue et, d'un pas décidé, monte sur l'estrade. Sans note, elle prend la parole pour un discours d'une heure, sous une chaleur assommante. « *Pour que les prochaines élections soient vraiment démocratiques, il faut amender la Constitution* », lance-t-elle depuis la tribune au-dessus de laquelle flottent les drapeaux de la LND, principal parti d'opposition, et de Génération 88, un syndicat fondé par des étudiants après la répression sanglante des émeutes de 1988.

L'article 436, véritable verrou

Pour la première fois, les deux mouvements phares de l'opposition qui ont combattu la junte militaire durant les pires années du pays se retrouvent sur scène pour partager un même combat. Début mai, ils ont décidé d'unir leurs forces pour amender deux articles : le 436 et le 59, section f. L'article 436 fixe les modalités de révision de la Constitution rédigée il y a six ans. Surtout, il donne aux militaires un droit de veto en leur conférant d'offi-



Des militants de la LND, à Rangoun, le 17 mai. Les anciens prisonniers politiques sont vêtus de bleu.

©Anthime Verdier/Cuej

ce 25% des sièges et en exigeant que tout amendement recueille plus de 75% des votes des 664 parlementaires. En somme, pour amender le texte, il faudra qu'au moins un militaire vote pour. *« C'est l'étape la plus difficile pour nous, explique Ko Ni, responsable à la LND. Les militaires obéissent tous à leur chef, aucun ne sort du rang sous peine de sanctions. »*

Le 436 est un véritable verrou, mais c'est particulièrement à l'article 59f qu'Aung San Suu Kyi s'attaque. Il stipule que le ou la candidat(e) à la présidence de la République doit être citoyen(ne) birman(e), son conjoint et ses enfants aussi. Or, la leader de la LND, veuve d'un universitaire anglais, a deux enfants de nationalité britannique. *« Ce n'est pas normal, commente Ko Ni. Si je décide d'être candidat dans mon pays, ce doit être mon problème, pas celui de mes enfants ou de mon entourage. »* Le 59f qui barre la route à la principale opposante du pays est aussi l'expression du nationalisme birman et de la crainte que ce pays éprouve aujourd'hui encore de l'ingérence des puissances étrangères dans sa vie politique.

En février, une pétition d'opposants à toute réforme de la Constitution, adressée au comité interparlementaire chargé d'examiner les options, aurait recueilli plus de 100 000 signatures. Un chiffre immédiatement contesté par Aung San Suu Kyi.

« Nous devons avancer ensemble »

Sur scène, la Prix Nobel de la paix 1991 appelle les militaires voulant participer à la vie démocratique du pays à tomber l'uniforme : *« Ils disent que la Birmanie est en train de devenir une démocratie. Si c'est vraiment*

le cas, pourquoi ne réforment-ils pas la Constitution ? » Car si parler aux foules permet de préparer le terrain, la cible prioritaire reste l'armée. Interrogée par la BBC en janvier, Aung San Suu Kyi s'est livrée à une opération de séduction en déclarant *« adorer »* Tatmadaw – le nom de l'armée en Birmanie. Une formule politique, mais aussi une déclaration sincère car l'armée nationale a été fondée par son père, le général Aung San, après l'indépendance en 1947.

« Je veux les mettre au défi d'amender la Constitution avant les élections, poursuit Aung San Suu Kyi. S'ils aiment vraiment le pays et ses citoyens, ils doivent le prouver et faire ce qui doit être fait. Nous devons avancer ensemble. Et ensemble veut dire ensemble, nous ne devons pas faire de discrimination entre les militaires et le peuple. Je veux qu'ils montrent au monde qu'ils sont prêts à lâcher le pouvoir et quels sacrifices ils ont déjà consentis pour le pays. »

Le meeting prend fin. Devant un parterre de militants principalement bamars, l'ethnie majoritaire et bouddhiste, Aung San Suu Kyi n'a pas dit un mot sur la situation des minorités, notamment sur le cas des Rohingyas, une ethnie musulmane de l'État d'Arakan, dans l'ouest du pays. Particulièrement opprimé, ce groupe ethnique n'a même pas été reconnu durant le recensement d'avril 2014, le premier en Birmanie depuis 30 ans.

Dans la foulée de l'accord entre la Ligue et Génération 88, *« un comité formé de six membres de la LND et cinq de 88 s'est réuni pour préparer les meetings et la ligne politique de cette coopération »*, raconte Zaw Min, un des leaders du syndicat historique qui n'est >>>

Les élections de 2015 en chiffres

Sur les 664 sièges qui composent le Parlement birman, 166 sont pourvus d'office par les militaires. C'est donc 498 députés qui seront élus aux élections générales. Les 330 députés du Pyithu Hluttaw, la chambre basse qui représente le peuple, seront choisis par les townships (l'équivalent des cantons). Les 168 de l'Amoytha Hluttaw, la chambre haute qui représente les territoires, seront issus des sept États et des sept régions qui composent la Birmanie.

Un président élu par le Parlement

A la suite des élections législatives, le président de la République birmane sera élu par les membres du Parlement parmi trois candidats désignés par trois collèges électoraux distincts. Le premier est composé de députés de la chambre basse, le second de députés de la chambre haute et le dernier de militaires. Les deux candidats battus seront vice-présidents.

pas encore parvenu à s'enregistrer comme parti politique. Le lendemain du meeting de Rangoun, Aung San Suu Kyi et les leaders de Génération 88 sont attendus à Mandalay. De nombreux rassemblements sont programmés dans tout le pays. Une pétition qui exige l'amendement de l'article 436 circule aussi à travers la Birmanie depuis le 27 mai – anniversaire des élections de 1990 qui avaient vu la victoire écrasante de la LND avant que la junte ne décide d'annuler le scrutin et d'interdire le parti.

« Elle a tout verrouillé »

La LND a été créée en 1988 par Aung San Suu Kyi, avec deux anciens généraux en disgrâce, Aung Gyi et Tin Oo. Quelques mois après l'annulation des élections de 1990, le « Papillon de fer », comme la surnomment ses sympathisants, était assigné à résidence. Pendant plus de 20 ans, la LND s'est consacrée à porter la voix de la prisonnière la plus célèbre au monde et ne s'est jamais organisée comme



A Rangoun, le 17 mai.

©Olivier Mougeot/Cuej

un parti destiné à gouverner. Cet handicap se fait encore ressentir et le parti a des difficultés à sortir de la posture d'opposant farouche. Or, il est probable que la LND remporte la bataille électorale de 2015 pour sa première participation à des élections générales depuis 1990. Si la Constitution n'est pas amendée et empêche Aung San Suu Kyi de devenir la prochaine présidente, personne au sein du parti n'est pressenti pour la remplacer. « Si elle ne peut pas se présenter, on trouvera quelqu'un d'autre », se contente d'assurer Ko Ni.

« Depuis sa libération, Aung San Suu Kyi n'a toujours pas réformé le parti. Elle a tout verrouillé, analyse Yan Myo Thein, proche de la LND et éditorialiste pour le *Weekly Eleven* et *The Irrawaddy*. L'institution en tant que telle est inexistante et elle n'a jamais présenté de numéro 2 capable de prendre la relève, alors qu'elle est âgée de 68 ans. »

Gin Sian Lian,
Olivier Mougeot et
Anthime Verdier

« Maintenant, nous préférons discuter que nous battre »

Ye Htut, porte-parole du gouvernement et vice-ministre de l'Information, loue les efforts du pouvoir en faveur de la liberté de la presse et des réformes politiques.

Où en est la Birmanie dans sa transition démocratique?

On a entamé notre processus de démocratisation en 2012. Et même nous, nous sommes surpris par le rythme de nos réformes. Dans notre culture politique, nous avons souvent utilisé la violence pour régler les litiges, il faut l'avouer. Maintenant, nous préférons discuter plutôt que nous battre. Nous impliquons toutes les parties dans le processus politique, y compris la LND et Aung San Suu Kyi. C'est notre plus grande réussite.

En l'état actuel de la Constitution, Aung San Suu Kyi ne peut pas devenir présidente. Est-il possible que la loi fondamentale change avant 2015 ? Cela dépend d'Aung San Suu Kyi. Elle doit convaincre toutes les parties intéressées, y compris les 25% de militaires du Parlement. Il faut considérer ces militaires comme une solution pour établir la confiance. S'ils sont persuadés que la présidence d'Aung San Suu Kyi n'est pas une menace pour les intérêts et la sécurité du pays, ils accepteront d'amender la Constitution.

Les militaires sont-ils prêts à céder leur pouvoir politique ?

Dans le passé, ils contrôlaient tout le pays. Ce n'est plus le cas. Ils n'ont plus d'influence sur les affaires de l'Etat. Et je pense qu'à long terme la proportion de 25% sera réduite parce que les militaires doivent prendre en compte la volonté du peuple.

Les trois hommes forts du pouvoir



D.R.

Thein Sein
Né en 1945, il est élu président de la République de l'Union du Myanmar le 4 février

2011. Général, il a fait sa carrière dans l'ombre du dictateur Than Shwe, occupant le poste de Premier ministre de 2007 à 2011. Il démissionne de l'armée pour se présenter, sous les couleurs de l'USDP, aux législatives de

2010 boycottées par la LND. A sa prise de fonction, il fixe les grandes lignes de sa politique : renouveau économique, développement durable, combat contre la pauvreté, droits de l'homme et situation des minorités.



D.R.

Shwe Mann
Chef d'état major, il a démissionné, comme 70 militaires, pour se présenter aux légis-

latives de 2010, qui l'ont porté à la présidence de Pyithu Hluttaw (chambre des représentants) en janvier 2011. Né en 1947, très actif dans le secteur économique dépendant de l'armée, il est en concurrence avec Thein Sein.



D.R.

Min Aung Hlaing
Né en 1956, il a succédé en mars 2013 à Shwe Mann à la tête des forces armées.

Cela lui donne autorité sur les ministres de la Défense, de la Sécurité intérieure et des Affaires frontalières, tous trois issus de l'armée, comme l'exige la Constitution de 2008.

Quel rôle jouera le processus de paix avec les minorités ethniques dans l'avenir du pays ?

Sans paix, nous ne serons pas capables de développer notre économie et de conduire des réformes politiques. Nous voulons signer un cessez-le-feu national avec les groupes armés de 16 ethnies minoritaires avant la fin de l'année. Mon père est un soldat, moi je suis un soldat, je ne veux pas que ma fille et mes petits-enfants héritent d'un pays en conflit.

Quelle est la stratégie du gouvernement pour améliorer la situation économique ?

Quand le nouveau gouvernement a pris ses fonctions, nous avons lancé des réformes macro-économiques, avec le soutien du FMI et de la Banque mondiale. Nous avons maintenant une banque centrale indépendante. Notre loi pour les investissements respecte les normes internationales. Nous avons besoin de capitaux internationaux pour réduire le fossé entre les riches et les pauvres, entre les villes et les zones rurales. Mais la priorité reste de maintenir la stabilité politique. Si nous n'y parvenons pas, personne ne viendra investir.

La presse est-elle libre en Birmanie ?

Aujourd'hui, les journalistes peuvent écrire beaucoup de choses. Certains articles sont même diffamatoires selon la loi, mais nous ne prenons aucune mesure contre ceux qui les écrivent. Le problème est davantage dans la difficulté qu'ont les journalistes à accéder à l'information. Il y a un manque de confiance entre eux et le gouvernement, très réticent à l'idée de leur parler. Les journalistes détournent souvent leurs propos.

Pourquoi y a-t-il toujours des journalistes en prison ?

La plupart n'y sont pas pour diffamation, mais pour non-respect de la vie privée ou des attaques contre l'intégrité des personnes. Je ne les blâme pas. Dans notre pays, il y avait un contrôle des médias très sévère. Avant d'abolir la censure, les autorités corrigeaient même l'orthographe. Il faut laisser aux journalistes le temps d'apprendre et créer des écoles pour les former. Nous devons installer un système crédible de réconciliation à l'amiable et ne pas toujours poursuivre en justice les journalistes. Mais les journalistes devraient aussi admettre leurs erreurs. C'est quelque chose qu'ils ne font que rarement (il éclate de rire).

Propos recueillis par
Violetta Kuhn et Chaw Zu Sin

2015, le grand défi de la démocratie

A l'approche des élections générales, la victoire de la LND, le principal parti d'opposition, semble assurée. Mais les militaires n'ont pas dit leur dernier mot.

Donné grand vainqueur du scrutin de 2015, le rouleau compresseur de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) conduit par Aung San Suu Kyi pourrait se heurter à l'arithmétique électorale ubuesque imposée par la Constitution. La loi réserve un quart des 664 sièges du Parlement aux militaires. Le reste est attribué par les urnes. Il faut donc obtenir au moins 67 % des sièges éligibles du Parlement pour avoir la majorité absolue, soit 333 sièges.

Malgré tout, le grand perdant de ce scrutin devrait être le Parti de l'union, de la solidarité et du développement (USDP), créé par la junte avant la transition démocratique et les élections de 2010. Le parti fondé par le général Thein Sein entretient des relations privilégiées avec les militaires. « Si l'USDP obtient 26 % des sièges on pourra dire qu'ils ont la majorité », explique Yan Myo Thein, commentateur politique. Pour convaincre un électoralat le plus large possible, en octobre 2012, l'USDP s'est fixé « cinq étapes vers la démocratie », explique Tha Win, député à la chambre basse. Avant, nous devons suivre une seule personne, aujourd'hui nous devons discuter. Améliorer les droits des individus, favoriser l'unité du pays en négociant avec les ethnies, réorganiser et reconstruire les textes de lois. »

Le jeu des coalitions

« Réunissez deux Birmans autour d'une même table, ils forment trois partis politiques. » Ce proverbe résume assez bien la situation en cette période pré-électorale. Le nombre de partis politiques ne cesse d'augmenter, le pays en compterait déjà une soixantaine, et d'autres attendent leur enregistrement. La multiplication

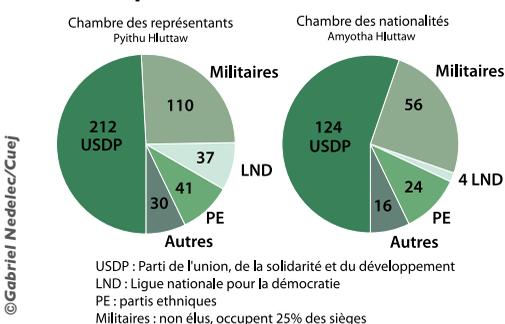
des listes pourrait contrarier les ambitions de la LND, qui devra probablement former une coalition. Ce sont alors les petits partis, et surtout les partis ethniques, qui détermineront la formation d'une majorité. Or, à ce jeu, l'USDP paraît avoir un train d'avance. « En 2012, lors de son congrès, onze alliances ont été signées, essentiellement avec des partis ethniques, assure Yan Myo Thein. C'est bien plus que la LND ! » De son côté, Aung San Suu Kyi multiplie les appels du pied. « Bamars et ethnies sont un même peuple et ont un même rêve : la démocratie », a déclaré le leader de l'opposition lors d'un meeting à Rangoun, le 17 mai.

Premier test à l'automne

Avant les élections générales prévues à la fin de l'année 2015, plusieurs scrutins partiels vont se tenir cet automne pour pourvoir les sièges vacants du Parlement. Un premier test, sous le regard attentif de la communauté internationale, pour les partis politiques qui, en plus de mesurer leur popularité respective, pourront se familiariser avec les nouvelles règles électorales. Toutes ne sont pas encore fixées dans le détail. On ignore encore la durée de la campagne ou les règles de financement. La Commission électorale nationale, présidée par le député USDP Tin Aye, y travaille. Il est déjà acquis qu'il faudra l'accord des commissions électorales locales pour tenir un meeting ou faire une déclaration à la presse. Mais la proposition qui prévoyait qu'aucun candidat ne puisse faire campagne en dehors de sa circonscription a été rejetée. Un texte qui aurait pénalisé la LND et Aung San Suu Kyi.

Olivier Mougeot et
Anthime Verdier

Composition du Parlement birman



Nay Pyi Taw, capitale en suspens



Le siège du gouvernement birman, construit dans le plus grand secret au début des années 2000, symbolise la mégalomanie de l'ancienne junte militaire. Reportage dans une ville déserte et démesurée.



Un vendredi après-midi à Nay Pyi Taw. Dans la touffeur de mai, deux femmes aux chapeaux de paille et au longyis colorés balaient tranquillement les trois voies d'un rond-point monumental orné d'un immense camélia de béton. Les deux autoroutes qui se croisent là sont vides à perte de vue. Aucune voiture ne viendra déranger les balayeuses.

Près de neuf ans après l'inauguration de la nouvelle capitale, qui s'étend sur 7000 km², seul un million de personnes y vivraient à demeure, essentiellement des fonctionnaires et des militaires. Le quartier résidentiel, celui des hôtels, celui des ministères, les parcs de loisirs dessinent des îlots très éloignés les uns des autres. Pour les relier, des ki-

lomètres de routes traversent des montagnes boisées et des plaines où paissent des buffles. Plus loin encore, le quartier des militaires est invisible aux regards. Des autoroutes-boulevards, dont l'une large de deux fois dix voies, traversent cette ville fantôme, grande comme 70 fois Paris.

Déménagement forcé

Au milieu des années 1900, la junte birmane décide d'installer sa capitale en rase campagne, près du village de Pinyinmana, dans le centre de la Birmanie. Les travaux commencent dans le plus grand secret. Architectes et ouvriers ne connaissent pas l'ampleur de ce projet pharaonique, tant les différents chantiers sont loin l'un de l'autre (1).



Le Parlement birman.

A gauche : la route menant au Parlement.

A droite : la chambre basse.

©Violetta Kuhn/
Cuej



Diaporama
Visiter
Nay Pyi Taw

Fin 2005, l'essentiel des travaux est fini. Le 5 novembre, les autorités annoncent que, désormais, la capitale de la Birmanie n'est plus Rangoun, mais Nay Pyi Taw « la résidence des rois » en birman. Comme les bâtisseurs d'Astana au Kazakhstan ou de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire, les militaires birmans ont conçu une cité à la hauteur de leur soif de pouvoir.

Personne n'a rien vu venir, et surtout pas la communauté internationale, ni les diplomates en poste dans le pays. Les ambassades restent à Rangoun. Les fonctionnaires birmans, eux, n'ont pas eu le choix. Ils sont prévenus trois ou quatre jours avant leur déménagement forcé. Des camions militaires les transportent sur les 375 kilomètres de routes défoncées qui séparent les deux villes. Les familles, pour la plupart, restent à Rangoun — la nouvelle capitale ne possède encore ni écoles ni hôpitaux. Et qui voudrait habiter cette drôle de ville ?

Lions en or et piliers de jade

Depuis trois ans, Nay Pyi Taw est devenu le centre politique du pays. Six cent soixante-quatre députés, dont un quart de militaires, siègent à la chambre basse (assemblée d'élus) et à la chambre haute (qui représente les Etats et les régions). Depuis la première session parlementaire, en janvier 2011, 98 lois y ont été adoptées, se félicite un député du Parti de l'union, de la solidarité et du développement (USDP, le parti des ex-militaires).

Le Parlement a tout d'un palais impérial. Derrière deux ponts suspendus s'élèvent 31 bâtiments aux toits étagés, sur un territoire de 814 hectares. Des lions en or flanquent le portail principal. Le hall d'entrée est orné de piliers en jade. Une gigantesque marqueterie présente tous les bois que compte la Birmanie. Dans les longs couloirs au sol en pierre polie et aux plafonds hauts d'une dizaine de mètres, les rares visiteurs s'éga-

rent. Comme la ville elle-même, le siège de la démocratie naissante est démesuré.

Les ministères dispersés dans un grand quartier boisé sont plus modestes. A l'entrée du ministère de l'Information, une petite cantine aux bancs de bambou et un stand de bétel attendent les fonctionnaires. Dans l'immeuble, les murs, décorés de tableaux qui semblent inspirés de l'art soviétique, sont tachés et percés de câbles. Un buffle meugle juste à côté. Ye Htut, vice-ministre de l'information et porte-parole du président, reçoit dans son bureau. Une statuette de la tour Eiffel trône sur la fenêtre. Souriant et cordial, il affiche la volonté des autorités de mettre le pays sur la voie de l'ouverture (lire son interview page 26).

« Nay Pyi Taw restera une ville fantôme »

La junte veut faire de Nay Pyi Taw la vitrine internationale du pays. En 2014, la Birmanie préside l'Asean (Association des nations de l'Asie du sud-est) pour la première fois de son histoire. Des banderoles au long des routes vantent le sommet organisé dans la capitale début mai. Déjà en 2013, les Jeux d'Asie du Sud-Est ont animé la ville pendant onze jours. Chaw Su Zin, étudiante de 19 ans à Rangoun, a travaillé comme volontaire lors des Jeux : « Avec tous les sportifs, il y avait des gens partout, dans les restaurants,

dans les hôtels. Les stades étaient complets. Mais à la fin des jeux, Nay Pyi Daw est redevenue déserte, comme avant. » Pour le géographe et historien Guy Lubeigt, ces grandes manifestations ne sont que de la poudre aux yeux : « Les événements servent surtout à remplir les hôtels des copains affairistes et ne joueront aucun rôle pour le futur de la ville. »

Symbole de la mégalomanie de l'ancienne junte et forteresse créée pour protéger le pouvoir des militaires, Nay Pyi Taw n'a jusque-là pas trouvé sa place de vraie capitale. Les Birmans se l'approprient-ils un jour ? Guy Lubeigt est sceptique : « Les besoins des habitants ne sont jamais entrés dans les préoccupations des militaires. Nay Pyi Taw restera une ville fantôme. S'il y a un changement de régime, la capitale reviendra à Rangoun. »

Les élections de 2015 seront déterminantes pour l'avenir de la capitale comme pour celui de la Birmanie. Les promoteurs de la ville, eux, semblent confiants : ils ne cessent de construire hôtels, concessions automobiles et résidences pour des occupants aujourd'hui imaginaires.

**Violetta Kuhn et
Wint Thiri Than Aye**

(1) Guy Lubeigt, *Nay Pyi Taw, une résidence royale pour l'armée birmane*, Irasec, 2012. La plupart des informations sur la construction et l'organisation de la nouvelle capitale sont extraites de cet ouvrage.



Au premier coup d'œil, Zeya Thaw, député de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) à Nay Pyi Taw depuis 2012, a tout de l'homme politique typique. Coupe à la brosse sage, chemise discrète, voix posée. Seul un bout de tatouage en spirales et en pointes que l'on aperçoit sous sa manche courte rappelle son passé mouvementé. Avant de travailler dans des commissions politiques et de défendre les intérêts de ses électeurs, Zeya Thaw était chanteur de rap, activiste anti-régime et prisonnier politique. « *Jamais je n'avais envisagé de m'engager politiquement* », raconte l'homme aujourd'hui âgé de 33 ans. La terreur du régime militaire l'a transformé en lutteur pour la démocratie.

Enfant, Zeya Thaw voit la brutalité de la junte de près. Né en 1981 de deux parents dentistes, il a sept ans au moment des émeutes étudiantes de 1988. Il vit à côté de l'hôpital général de Rangoun. Chaque jour, il voit arriver le flux de manifestants blessés par les balles de la police. « *J'ai cessé de croire que la police était là pour protéger les gens des méchants* », se souvient Zeya Thaw.

Jeans baggy et boîtes de nuit

A seize ans, il se prend de passion pour le rap. A la fin des années 90, après l'école, lui et quelques copains changent leurs longyis traditionnels contre des jeans baggy et chantent leurs premières chansons en live dans des cafés et des boîtes de nuit à Rangoun. En 2000, leur groupe Acid est le premier en Birmanie à sortir un album de rap, malgré cinq titres censurés. A l'époque, une telle entreprise n'est pas évidente, la censure passant au peigne fin toute publication artistique ou littéraire. « *On chantait les rêves et les espoirs de la jeune génération*, explique Zeya Thaw. *Le gouvernement a pris cela comme de la critique politique.* »

Quand, fin 2005, les émeutiers de 1988 sont libérés, Zeya Thaw décide de les contacter.



Zeya Thaw, le rappeur parlementaire

A 33 ans, le jeune député de la LND a déjà vécu plusieurs vies : chanteur de hip hop, activiste, prisonnier politique sous la junte et conseiller d'Aung San Suu Kyi.

Zeya Thaw lors d'un débat public wwà Rangoun, le 11 mai.

©Violetta Kuhn/
Cuej

« *Je n'acceptais pas qu'un dictateur régisse mon pays* », dit-il. Et quand les membres de ce mouvement pro-démocratique lancent des actions, il y participe naturellement : « *C'était comme si je montais une échelle. J'avancais pas à pas. Et à la fin, je me suis retrouvé complètement impliqué.* »

La plupart des leaders de Génération 88 sont arrêtés de nouveau en 2007. Zeya Thaw les aide à se cacher et à s'enfuir. Un soir, lui et cinq de ses camarades sont arrêtés lors d'une réunion clandestine. « *Les services secrets savaient déjà tout sur moi* », raconte-t-il. Un camion les emmène

dans un bâtiment bien caché aux murs épais, où des militaires les torturent pour qu'ils dénoncent les activistes. Sa voix se fait hésitante à l'évocation de ce qu'il a vécu là-bas : « *Ils m'ont battu avec des bâtons. Ils m'ont donné des coups de pied. Ils ne m'ont pas laissé dormir pendant des jours.* » Il est condamné à six ans de prison.

« Je ne veux pas haïr ces gens »

Après sa captivité dans l'extrême sud de la Birmanie, il change de vie : « *Je me suis dit : si je veux vraiment agir, je dois entrer dans la vie politique* », explique-t-il. Seul parti envisageable pour lui : la LND d'Aung San Suu Kyi, à laquelle il fait confiance et qui reflète ses rêves démocratiques.

En 2011, quand il est amnistié après trois ans et demi d'emprisonnement, il se lance dans la campagne des législatives partielles. Et remporte l'élection face au Parti de l'union, de la solidarité et du développement (USDP). Il abandonne alors la musique. « *Etre un bon musicien et un bon homme politique, ce n'est pas possible* », estime l'ancien rappeur.

Aujourd'hui, Zeya Thaw travaille dans le bureau d'Aung San Suu Kyi et fait la navette entre Rangoun, la capitale économique, et Nay Pyi Taw, la nouvelle capitale. Pendant les sessions parlementaires, il habite dans un bungalow minuscule qu'il loue à petit prix au gouvernement. Son champ de bataille au Parlement : l'éducation, qu'il veut surtout décentraliser. « *Notre système d'éducation est le seul au monde qui se dégrade encore aujourd'hui* », déplore-t-il.

Dans les couloirs du Parlement, il croise les hommes qui, à l'époque, l'ont surveillé dans sa cellule, et même ses anciens tortionnaires : « *Je ne veux pas haïr ces gens. Tout le mal qui s'est passé, c'est le système qui en est à l'origine. Et je veux changer ce système.* »

Violetta Kuhn

« L'armée ne doit pas être vue comme une force obscure »

A l'approche des élections générales, Richard Horsey, consultant pour un think tank international, décrypte le rôle de l'armée dans la vie politique.

Il y a six ans, la Birmanie a adopté une nouvelle constitution plus démocratique. Mais l'armée joue toujours un rôle politique majeur.

Les militaires ont accepté de changer la Constitution en 2008 parce qu'elle leur donne des garanties constitutionnelles. Notamment 25% des sièges du Parlement et des ministères clés : Défense, Sécurité intérieure et Affaires frontalières. Mais les militaires comprennent qu'ils n'ont plus intérêt à conserver un véritable pouvoir politique. Ils ont besoin d'un État sûr et d'une économie florissante. On a affaire à une nouvelle génération d'officiers qui ne veut plus d'un régime autoritaire et isolé de ses voisins mais d'un pays moderne. Tout en gardant un rôle important pour leur institution.

Les militaires envisagent-ils vraiment de quitter le pouvoir ? Le pays est passé d'une dictature

militaire à une semi-démocratie très rapidement. Il semble impensable que le Myanmar revienne à un régime isolé et autoritaire, mais c'est tout aussi dur d'imaginer que le pays devienne subitement une pure démocratie libérale. Le pays a progressé sur la liberté de la presse, la représentativité démocratique et même sur le rôle des militaires. Le tout avec leur consentement. Paradoxalement, l'armée est la seule institution capable de réformer le pays. Le Myanmar peut devenir une démocratie modèle dans la région, mais avant, l'armée veut s'assurer de la stabilité du pays et de la réussite du processus de paix avec les groupes armés des ethnies minoritaires. On peut imaginer que, dans cinq ou dix ans, elle soit enfin prête à lâcher le pouvoir.



Richard Horsey

Quelles réformes seront nécessaires pour faire de la Birmanie un régime démocratique ?

Même s'il n'y a pas de constitution modèle pour une démocratie, celle de 2008 pose certains problèmes.

On parle de l'article qui empêche

Aung San Suu Kyi de devenir présidente, mais il y a des points plus graves. Par exemple, le président n'a pas le droit de veto sur la législation et il n'y a pas d'autres garants du respect de la Constitution. Sans droit

de veto, la majorité au Parlement peut voter ce que bon lui semble. Pour l'heure, une révision de la Constitution ne peut pas se faire sans l'accord des militaires. Ce n'est pas idéal mais cela garantit la stabilité. Ça pourrait même être dangereux si la Constitution était trop facile à changer.

L'armée a-t-elle le soutien de la population ?

L'armée a été fondée par le héros national Aung San, le général qui a négocié l'indépendance avec les Britanniques, proclamée le 4 janvier 1948. Tout le monde a dans sa famille un militaire ou ancien militaire. L'armée n'est pas seulement la plus puissante institution du pays, c'est la seule. Elle ne doit pas être vue comme une force obscure. Beaucoup de soldats n'étaient pas à l'aise sous l'ancien régime, mais ils devaient se taire et obéir. On reproche à l'USDP (Parti de l'union, de la solidarité et du développement) d'être constitué de membres de l'ancienne junte. Mais si l'on se demande à quoi ressemble un militaire qui retire son uniforme pour porter un costume civil, il faut aussi aller voir du côté de la Ligue nationale pour la démocratie.

Propos recueillis par Violetta Kuhn et Anthime Verdier

Le retour de

Aung Moe Zaw



Après vingt-trois ans d'absence,

Aung Moe Zaw, 47 ans, a pris la tête du Democratic Party for a New Society, parti d'inspiration marxiste créé en 1988 après les révoltes étudiantes. En 1991, quand ses membres sont traqués et emprisonnés, le militant se réfugie au fin fond de l'État Shan, non loin de la frontière avec la Thaïlande. « Dans le village où j'étais, l'armée ne passait jamais », explique-t-il. En 2011, quand les partis d'opposition sont de nouveau autorisés, Aung Moe Zaw revient à Rangoun à temps pour se lancer dans la préparation des élections de 2015. ■

Eveillée toute la nuit pour écouter la BBC

Extrait du Palais des miroirs, Amitav Ghosh, 2000

« Ces souvenirs provoquent en elle un nouvel enchaînement d'idées. Elle écarta les papiers d'Uma et sortit un de ses propres dossiers — un classeur rempli de vieilles coupures collectionnées au cours des neuf années. Elle avait ouvert ce dossier en 1988, en apprenant la naissance d'un mouvement en faveur de la démocratie à Rangoon. Ces événements avaient ravivé un intérêt latent pour son pays natal. Elle avait suivi la montée du leader du mouvement, Aung San Suu Kyi, et découpé beaucoup d'articles dans des journaux et des magazines. En août 1988, quand la junte militaire avait réagi en emprisonnant Aung San Suu Kyi et en lançant une campagne de ré-

pression sauvage, Jaya était restée éveillée toute la nuit pour écouter la BBC. Elle avait acheté des brochures qui décrivaient le carnage qui avait suivi : les fusillades en masse, les emprisonnements, la dispersion des activistes. A présent, parmi le contenu jaunissant de son classeur, une photo attira l'attention de Jaya : celle d'Aung San Suu Kyi, une photo d'une qualité qui la distinguait de la plupart des illustrations de magazine. Le photographe avait capté le fin visage de la Birmane dans un instant de calme pensif ; quelque chose dans le cadrage rappelait à Jaya les photos posées sur la coiffeuse de Bela.

Un pays toujours miné par la guerre civile

Le gouvernement est engagé dans un difficile processus de paix avec les armées ethniques qui, depuis 1948, poursuivent la guérilla dans les régions frontalières.



Des réfugiés kachins chassés de leur village de Nam Lim Pa à la fin de l'année 2013.

©Courtesy Kachin Peace Network

Un petit pas lexical, mais peut-être un grand pas pour la paix. Mercredi 21 mai, au cours d'une rencontre maintes fois reportée, gouvernement birman et groupes armés ethniques représentés par l'équipe de coopération pour un cessez-le-feu national (NCCT) se sont accordés sur l'emploi des termes « union fédérale » et « auto-détermination » dans les futures négociations de paix. « *Ce sont des étapes très importantes, se félicite Lian Sakhong, négociateur du NCCT. Désormais, ces principes de base sont établis et nous allons pouvoir aller plus loin.* » Aller plus loin, établir enfin la paix civile en Birmanie, alors que les tensions entre l'armée gouvernementale et les groupes armés ethniques sont exacerbées depuis juin 2011, principalement dans les Etats Kachin et Shan du nord. Le simple fait de pouvoir discuter d'une union fédérale était, comme l'explique la chercheuse Carine Jaquet, un enjeu de taille. « *Depuis le début de la guerre civile il y a 65 ans, les groupes ethniques ar-*

més demandent essentiellement plus d'indépendance de la part du pouvoir central bamar. » L'accord du 21 mai sur de simples mots pourrait redonner du souffle au processus de paix national en cours, qui montre des signes d'épuisement.

Une nouvelle explosion en 2011

En 2011, l'arrivée controversée au pouvoir de l'ex-général Thein Sein a brisé les cessez-le-feu conclus dans les années 1990 par la junte. Nay Pyi Taw tente de mettre un terme à la plus longue guerre civile contemporaine grâce à un processus de paix : des accords de cessez-le-feu locaux avec les groupes armés, un cessez-le-feu national prévu pour cet été, et, par la suite, de véritables pourparlers politiques.

Mais en deux ans, la première étape n'a pas été finalisée. Sur les seize principales armées ethniques, deux n'ont toujours pas signé d'accord : l'armée kachin et l'armée de libération ta'ang dans l'Etat Shan.



Infographie
Etat des lieux
de la guerre
civile.

Carine Jaquet, revenue d'un an passé dans l'Etat Kachin, ne croit pas à la signature rapide d'un accord local, « *les négociateurs sur place considèrent que ça va être très difficile... ne parlons même pas d'un cessez-le-feu, mais juste de continuer les négociations de paix.* »

La Birmanie actuelle est composée d'une plaine centrale, berceau des royaumes bouddhistes de l'Irrawady, et, en périphérie, de hautes terres peuplées d'ethnies non bamars. Et ces territoires frontaliers sont un enjeu stratégique. Depuis le retrait des Britanniques, le pays est en proie à une guerre civile plus ou moins larvée entre gouvernement central et milices frontalières. La dictature militaire instaurée en 1962 fut d'ailleurs justifiée par l'urgence de rétablir l'unité d'un pays au bord de la fracture.

Deux agendas politiques qui s'opposent

La paix civile, clé de voûte d'une véritable démocratie en Birmanie, semble toujours hors d'atteinte. Les groupes ethniques refusent de déposer les armes et d'intégrer leurs troupes à Tatmadaw, l'armée régulière. Ils réclament de vraies avancées politiques avant de signer un accord national : décentralisation du pouvoir, partage équitable des ressources et égalité de droits. L'agenda du gouvernement est bien différent : il exige un cessez-le-feu national avant toute négociation.

En outre, comme le souligne Thant Myint-U, conseiller spécial du président pour le processus de paix, un des problèmes majeurs réside dans le fait que « *les régions en guerre* (qui concentrent la majorité des ressources naturelles comme la jade, les terres rares et les bois précieux nldr) *fonctionnent sur des économies de guerre, où toutes sortes de trafics prospèrent.* » Ceux qui bénéficient de cette manne, en Birmanie ou dans les Etats voisins comme la Chine, ont tout intérêt à saborder le processus.

A Rangoun, le Myanmar Peace Center (MPC) a été créé par le gouvernement pour organiser les pourparlers de paix. Depuis 2011, plus de 300 réunions, officielles ou non-officielles, ont été tenues via le MPC. « *Personne ne sait comment régler cette guerre, il n'y a pas de modèle à appliquer,* déplore Aung Naing Oo, directeur du programme du dialogue de paix au MPC. *Mais depuis deux ans, des cessez-le-feu ont été signés avec presque tous les groupes armés, et sur le terrain la violence diminue.* »

Selon le gouvernement, le nombre d'affrontements n'a jamais été aussi bas depuis 1948. « *Dans l'Etat Kachin, on ne recense plus qu'une dizaine de heurts par mois, alors qu'il y en a eu plus de 600 par le passé* », assure Thant Myint-U. Khon Ja, superviseure du réseau Kachin Peace Process, ne partage pas cet optimisme. « *Il y a autant de violences aujourd'hui qu'en 2011.* » Résignée, elle ne croit plus au processus de paix. Les débats linguistiques des négociateurs semblent bien loin de son combat quotidien pour les 100 000 réfugiés de guerre kachins.

Clémence Lesacq et Thet Yee Win



Dans un camp de déplacés de l'Etat Kachin. ©Courtesy Kachin Peace Network

Un demi-million de morts en soixante-cinq ans

Commencée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la guerre civile en Birmanie est aujourd'hui la plus longue de l'histoire.

Depuis plus de soixante-cinq ans, l'armée birmane et les milices ethniques du pourtour du pays se livrent un combat incessant.

Si les années 1990 ont vu la signature de cessez-le-feu, le conflit s'est cristallisé dans les Etats Kachin et Shan, lassés d'attendre des avancées politiques concrètes.

Dix mille morts par an : c'est le nombre de victimes entre 1948 et les années 1990. Le bilan total s'élèverait à un demi-million de morts. S'ajoutent à cela les millions de vies dévastées par la perte de proches et les populations dépla-

cées dans des dizaines de camps de réfugiés en Birmanie ou dans les pays voisins.

Le poids économique est lui incalculable. Le conflit n'a pas seulement ralenti le développement des régions frontalières, mais celui du pays tout entier, le gouvernement engloutissant parfois jusqu'à 80% de son budget dans les dépenses de Tatmadaw. Pour financer leurs campagnes, les militaires birmanes comme les armées ethniques taxent les populations, entretiennent le trafic de drogue et l'extraction illégale de ressources naturelles. Les travaux forcés et l'enrôlement d'enfant-soldats sont monnaie courante dans les zones de guerre.

Il va y avoir des troubles

Extrait du Palais des miroirs, Amitav Ghosh, 2000

« - Je pars demain.
- Demain ? Mais tu viens d'arriver !
- Je sais. Je devais rester quinze jours mais Papa pense qu'il va y avoir des troubles.
- Des troubles ? » Etonné, Rajkumar se tourna pour le regarder. « Quels troubles ?
- Les Anglais se préparent à envoyer une flotte sur l'Irrawaddy.

Il va y avoir la guerre. Papa dit qu'ils veulent tout le teck de Birmanie. Le roi ne veut pas les laisser faire alors ils vont se débarrasser du roi. » Rajkumar éclata de rire. « Une guerre à cause du bois ? Qui a jamais entendu pareille histoire ? »

Bouddhiste, Win Thein s'est converti à l'islam en 1996 pour pouvoir épouser Thidar, musulmane. « *Sa famille était contre notre relation* », se souvient le quadragénaire. Quand ils découvrent cet amour clandestin, les parents de Thidar recourent à l'intimidation pour séparer le couple. Sans succès. Seule la conversion de Win Thein leur fera lâcher prise. « *C'est un grand sacrifice, mais je ne le regrette pas. Si je ne m'étais pas converti, Thidar aurait été abandonnée par les siens.* » Il y a trois mois, la fille de Win Thein et Thidar a fait le chemin inverse. Elle s'est convertie au bouddhisme pour épouser l'homme qu'elle aime.

La société birmane tolère difficilement les amours inter-religieuses. Une loi pourrait même bientôt les encadrer. En juin 2013, une coalition de moines a déposé une pétition exigeant quatre mesures pour « *protéger* » la religion bouddhiste. Elle revendique quatre millions de signataires.

« Protéger nos femmes et notre culture »

Si la proposition de loi était adoptée, musulmans, chrétiens ou hindouistes devront se convertir pour épouser un bouddhiste. Le couple aura ensuite besoin du consentement écrit des parents de l'épouse. Les contrevenants encourront une peine de prison de dix ans et la confiscation de leurs biens au profit de l'épouse. La pétition vise sans ambiguïté la minorité musulmane : la polygamie sera interdite, le nombre d'enfants restreint et le changement de religion des bouddhistes limité. Le président Thein Sein a confié la rédaction du texte à une commission d'experts.

« *Souvent les musulmans forcent les femmes bouddhistes à se convertir* », argumente le moine Wilarthaka, membre du mouvement anti-musulman 969, l'un des initiateurs du projet. « *Le texte vise à protéger nos femmes et notre culture* », surenchérit Sit Men Aung,



Le moine Wirathaka, membre du mouvement 969, dans le monastère Thtdithukha, en mai.

Le bouddhisme part en croisade

Alors que les violences contre les minorités musulmanes se multiplient, la proposition d'encadrer strictement les mariages interreligieux fait encore monter la tension.

militant de l'Association pour la protection de la race et de la religion, fondée pour appuyer la proposition de loi.



Thidar et son époux Win Thein.

Celle-ci est loin de faire l'unanimité parmi les moines, et les associations féministes la contestent ouvertement : « *Cette*

loi priverait les femmes du droit de choisir leur partenaire », dénonce Zin Mar Aung du groupe Triangle Women, une association parmi la centaine qui s'oppose à la proposition.

En mars, l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean), qui compte parmi ses membres la Malaisie, l'Indonésie et la Brunei, trois pays à majorité musulmane, a dénoncé le caractère discriminatoire de cette proposition de loi, en conflit direct avec la déclaration des droits de l'homme. L'organisation, que la Birmanie préside cette année, y voit « *un pas dangereux vers une margi-*

nalisation plus forte des minorités ethniques et religieuses (...) qui risque de déstabiliser le pays. »

Depuis 2011 la Birmanie, composée à 89% de bouddhistes, a vu se multiplier les épisodes de confrontations avec les minorités musulmanes. En moins de

deux ans, plus de 200 personnes ont été tuées dans ces conflits. Dans l'État d'Arakan, à l'ouest du pays, la minorité musulmane des Rohingyas est depuis des années la cible privilégiée de violences. Selon l'ONU, cette ethnie, à laquelle le gouverne-

ment refuse de reconnaître la nationalité birmane, est l'une des plus persécutées au monde. Le moine Wirathu, qui avait été emprisonné de 2003 à 2010 pour incitation à la haine raciale, a appelé en 2013 au boycott des magasins musulmans.

Le haut clergé se fait sonner les cloches

Les grands maîtres devront désormais rendre des comptes à leur ordre et plus seulement au pouvoir. C'est l'avancée majeure du concile de mai.

Une marée de robes pourpres et orangées, la litanie des prières récitées par les fidèles, le vol des colombes lâchées par les vieux moines, le claquement des drapeaux multicolores... Rangoon a accueilli en mai, durant trois jours, 2 558 représentants de la haute hiérarchie du Sangha, communauté monastique bouddhique birmane, réunis en concile. Une première depuis dix-neuf ans dans une Birmanie empreinte des enseignements de Bouddha.

Le fonctionnement de son instance suprême, le Conseil national des grands maîtres, composé de 47 moines de haut rang, figurait en tête de l'ordre du jour. Institué en 1980 par le dictateur Ne Win pour contrôler un Sangha influent et, à travers lui, la société birmane majoritairement bouddhiste, cet organe disciplinaire a la haute main sur l'accès et le maintien des moines dans le clergé, via l'attribution de cartes d'identité spécifiques. Sa mission première est de surveiller et de sanctionner les infractions à la règle dont il établit le canon. C'est lui qui possède le pouvoir de défroquer et d'expulser du Sangha.

Première avancée arrêtée en ce congrès historique : les grands maîtres devront désormais étudier le bilan de leur mandat à mi-mandat avant de décider de leur reconduction. « *On se cale sur le mode de fonctionnement du gouvernement, commente Act Ga Dahhma, secrétaire adjoint du Conseil. Certains moines ne voulaient pas quitter leurs fonctions.* »

La conférence n'a toutefois pas révisé le mode de désignation des plus hauts dignitaires du clergé, souvent accusés d'être inféodés au gouvernement. L'accumulation des diplômes et titres honorifiques décernés par le ministère des Affaires religieuses, en vertu d'une tradition remontant aux rois birmans, régit toujours leur sélection. La remise à plat des conditions d'examens pour l'obtention de ces diplômes a néanmoins été entérinée.

Des moines toujours interdits de vote

Autre réforme, le Sangha a décidé la création d'un comité des Affaires étrangères, chargé de gérer les relations religieuses internationales, y compris avec les touristes, et de reprendre en main le contrôle des publications religieuses avant parution, jusqu'ici exercé par le ministère des Affaires religieuses. En revanche, le décret de 1990 in-

terdisant aux 500 000 moines birmans de voter lors des élections politiques a été reconduit.

Le bilan du congrès laisse Arseinna, « petit moine » de 39 ans, très insatisfait. « *Ils n'ont parlé que du bouddhisme, et pas des changements dans la société* », regrette celui qui était descendu dans la rue en 2007 lors de la « révolution de safran ». Quelques monastères avaient alors manifesté pour dénoncer la pauvreté croissante de leurs concitoyens et, par ricochet, la baisse des offrandes sur lesquelles repose toute l'économie du clergé. Les grands maîtres s'étaient à l'époque rangés derrière la junte, fermant les yeux sur la répression sanglante de la révolte.

Dossier réalisé par

**Hnin Nu Wai, Hsu Myat Paing,
Judith Kormann,
Nang Aye May,
Pyone Myint Myat
et Renaud Toussaint**



Un lâcher de colombes après la conférence du Sangha, le 13 mai.

Les Rohingyas, « ethnie la plus persécutée au monde » selon l'ONU

Pour la plupart originaires du Bangladesh, les Rohingyas sont installés dans l'Arakan depuis la fin du XIX^e siècle. Cette minorité musulmane compte 800 000 personnes. 150 000 d'entre eux vivent dans des camps de réfugiés. Depuis juin 2012, 250 Rohingyas ont été tués dans des violences interreligieuses. Les Rohingyas ont eu l'interdiction de se revendiquer comme tels lors du recensement de mars 2014.

© Judith Kormann/Cuej

© Renaud Toussaint/Cuej



Dans l'hôpital central de Rangoun, construit en 1899, aucune douche pour les 1500 patients. @Margaux Vellkonja/Cuej

L'hôpital en réanima

Laissé à l'abandon par la junte militaire, le système de santé birman est un des pires au monde, et seuls les plus riches profitent des cliniques privées qui s'installent depuis 2010.

Le long des couloirs du plus grand hôpital de Rangoun, des gens dorment sur le sol, le visage tourné vers les murs décrépis. Dans les dortoirs, de vastes pièces hautes de plafond et éclairées au néon, des bâches protègent de la mousson. Chaque salle accueille une trentaine de patients. Entre chaque lit, tout juste assez de place pour que leurs proches y glissent un tabouret ou une petite table. C'est la famille qui prépare à manger, apporte linge, médicaments, cotons et bandages : l'hôpital ne fournit rien d'autre que le lit métallique et un maigre matelas. Pas de bruit, ni de paroles plus hautes que d'autres ; la chaleur et l'humidité écrasent tout. Pour accéder aux sanitai-



Et des pubs dans les magazines

Extrait de *On the road to Mandalay*, Mya Than Tint, 1995



« Que dire sur moi ? Eh bien, je vis toujours dans l'espoir. Maintenant, je dis la bonne aventure à l'ombre de cet arbre, mais

j'espère un jour avoir ma propre maison et un téléphone et des écriveaux et des pubs dans les magazines.



les hôpitaux publics. Un déménagement de certaines unités et une rénovation sont prévus dans de nouveaux locaux d'ici l'automne, mais ces changements y ont eu pour seul effet d'engorger plus encore l'hôpital, qui accueille parfois deux fois plus de patients que sa capacité. Le ministère de la Santé assure posséder un budget de 653 milliards de kyats (522,4 millions d'euros) pour 2014 mais la répartition des dépenses est inconnue. Le docteur Htoo Maung Ohn, qui a étudié en Californie avant de revenir travailler dans une clinique privée en Birmanie, regrette que les problèmes basiques, comme le temps de consultation, l'espace entre les lits, la nourriture, ne s'améliorent pas et soupire devant l'absurdité de certaines situations : « On possède par exemple de nouveaux instruments depuis deux ans mais personne de qualifié pour les utiliser, donc ils restent dans les cartons. »

Des médecins étrangers à la rescousse

Les fonds ministériels ne sont pas la seule source de revenus du système de santé birman. Les donations des Birmans les plus riches et la reprise d'aides internationales, entre autres versées par l'Union européenne (27,5 millions d'euros en 2012) et les Etats-Unis (9,6 millions d'euros en 2013) depuis la fin des sanctions, y contribuent également. La Banque mondiale, à travers son association internationale de développement, s'est quant à elle engagée à réserver 160 millions d'euros pour financer la création d'une couverture universelle de santé d'ici 2030.

Depuis 2010, la communauté médicale internationale s'est mobilisée pour tenter de ramener la Birmanie au niveau de la Thaïlande et du Vietnam. Des médecins étrangers ont créé un système de bourse pour les Birmans souhaitant poursuivre leurs études hors du pays et enseignent sur place. En 2012, plusieurs universités britanniques ont dépêché des équipes d'enseignants dans les facultés de médecine birmanes pour valider des diplômes de spécialité. Le docteur Htoo Maung Ohn voit de plus en plus de confrères revenir au pays, même si la démarche reste freinée par la lenteur bureaucratique. « *Les médecins birmans qui ont changé de nationalité en travaillant à l'étranger ne peuvent toujours pas obtenir de visa longue durée quand ils reviennent travailler ici. Alors beaucoup font des allers-retours pour rester en règle,* » regrette-t-il. Lui-même attend depuis plusieurs années l'autorisation du gouvernement pour travailler dans le secteur public.

Environ 20 000 médecins possèdent aujourd'hui la licence nécessaire pour exercer dans le pays, contre 216 000 en France, pour un nombre d'habitants >>>

tion

res, une employée demande 50 kyats (0,04 euro). Les douches n'existent pas. La toilette se fait dans des baquets communs, avec des seaux.

Cet imposant bâtiment rouge de 1 500 lits est l'hôpital général de Rangoun, construit en 1899 en plein centre-ville et agrandi à plusieurs reprises. Aujourd'hui, il cristallise tous les défauts d'un système hospitalier délaissé pendant cinquante ans : pas d'évolution dans la gestion administrative, pas de suivi du personnel et très peu d'investissements. Pourtant, depuis l'ouverture du pays, des choses changent. Le gouvernement a multiplié le montant alloué à la santé entre 2010 et 2014, de 0,9% à 4% du PIB, et rendu les soins d'urgence gratuits dans tous

>>> comparable. Et parmi eux, très peu sont spécialisés. Il n'y a par exemple qu'une dizaine de cardiologues dans tout le pays. Presque tous travaillent dans des cliniques privées, où ils peuvent gagner plus en une journée qu'en un mois à l'hôpital général de Rangoun, où le salaire le plus élevé, celui du directeur de l'hôpital, ne dépasse pas 160 euros par mois. Les doubles journées – clinique le jour, hôpital le soir – sont le lot de nombreux médecins pour qui exercer dans le public permet d'enseigner et de passer des diplômes tout en gagnant correctement leur vie grâce au privé. Ce fossé entre les besoins des Birmans et les moyens de l'hôpital public favorise la corruption. Grâce à quelques billets, on peut accéder à un médicament normalement réservé aux militaires, ou être mis en priorité sur une liste d'attente.

La plupart des médecins semblent s'accorder sur la bonne formation des étudiants et la qualité acceptable des soins à l'hôpital public, et Htoo Maung Ohn estime que l'écart entre hôpitaux et cliniques se fait surtout sur la prise en charge, la propreté, le temps d'attente et le suivi. Tin Myo Win, le médecin personnel de Aung San Suu Kyi, a travaillé dix ans à l'hôpital général de Rangoun avant de rejoindre le Free Muslim Hospital, une des rares cliniques privées gratuites de la ville. Pour lui, la situation n'est plus tenable : « *Le cancer du sein est la première cause de mortalité chez les femmes en Birmanie. L'hôpital général possède les appareils pour le soigner mais seulement 20% des femmes arrivent à se faire détecter à temps et, une fois qu'une tumeur a été reconnue, il faut encore attendre trois mois pour débiter une radiothérapie au lieu de dix jours normalement. Pourquoi ? Parce qu'une seule des trois machines que l'on possède fonctionne vraiment. Ensuite il faut pouvoir se payer les traitements, puisque le système d'assurance maladie n'existe pas ici.* »

Dans les années 1950, la Birmanie était la référence en Asie du Sud-Est pour la qualité de ses médecins. Thaïlandais et Indiens venaient à Rangoun pour se soigner. Mais complètement négligée par la junte militaire depuis 1962, la qualité a peu à peu décliné. En 2000, la Birmanie atterrit dernière du classement mondial des systèmes de santé par l'Organisation mondiale de la santé.

Des cliniques à 40 euros la nuit

Depuis ce terrible constat, les choses se sont améliorées pour une partie de la population, en partie grâce à la création de cliniques privées. Souvent financées par des fonds étrangers mais dirigées par des Birmans, elles ont été légalisées en 2010. Les rares qui existaient auparavant étaient « *tolérées par le gouvernement, qui se rendait bien compte que le système public ne suffisait pas à répondre aux besoins les plus basiques de la population* », se souvient un médecin. Aujourd'hui, ces cliniques privées, qui sont environ 200, sont généralement haut de gamme : les consultations y coûtent entre 7 000 et 15 000 kyats (de 5,6 à 12 euros) et une nuit d'hospitalisation revient à une quarantaine d'euros en moyenne.

La clinique Parami est l'une d'entre elles. Ouvert en 2010, l'établissement est moderne, semblable

7000

kyats (5,6 euros), le prix d'une consultation en clinique privée, soit plus de 10% du salaire moyen mensuel birman.

160

euros, le salaire mensuel du directeur de l'hôpital de Rangoun.

Source : rapport de la Banque mondiale publié sur worldbank.org, 26 janvier 2014.



Infographie

Les indicateurs de santé en Birmanie et dans les pays voisins.

aux hôpitaux occidentaux. Le lieu est imprégné de l'odeur des antiseptiques, des secrétaires accueillent les visiteurs et la climatisation fonctionne. Financée par un groupe thaïlandais, « *la clinique échange régulièrement avec les Etats-Unis, la France, Singapour, l'Angleterre et recevra bientôt un scanner d'une ONG japonaise* », liste fièrement Olivier Cattin, médecin français en Birmanie depuis 2006. Dans un pays où le salaire moyen annuel est de 675 500 kyats (510 euros selon le site officiel France diplomatie), ce type de cliniques est réservé à une population assez aisée pour pouvoir dépenser quelques milliers de kyats pour sa santé, mais pour laquelle aller se faire soigner à Bangkok ou Singapour reste inabordable. Car les 2% les plus riches de la population ont gardé les mêmes habitudes qu'avant l'ouverture : ils filent à l'étranger dès qu'ils en ont besoin, où certaines cliniques possèdent même des services spéciaux dans lesquels tout le personnel parle birman.

Pas de nouvelle réforme avant 2015

Pour la majorité de la population, l'hôpital public reste la solution la plus courante. Les rares ONG présentes dans la ville ont des missions bien ciblées comme la prévention du VIH, du paludisme, les campagnes de vaccination mais ne sont pas habilitées à gérer les soins de premiers secours ou les accidents.

La prochaine étape de la réforme de la santé devrait être l'instauration de l'assurance santé universelle. Le Dr Tin Myo Win, responsable de ce projet pour la LND, le parti d'Aung San Suu Kyi, est persuadé que celle-ci sera mise en place avant les élections générales de 2015. Mais ne couvrirait que « *les petites maladies* », comme il les appelle, celles qui ne demandent pas des soins sur plusieurs années. « *Rembourser des traitements pour les longues maladies comme le cancer ou le VIH reste trop coûteux pour le pays.* » La solution sera alors de contracter des assurances santé privées, qui commencent elles aussi à émerger.

La campagne, désert médical

D'après un rapport de la Banque mondiale publié en janvier 2014, 75% des Birmans n'ont toujours pas accès à un système de santé de qualité. La grande majorité d'entre eux vit à la campagne, dans des zones où les médecins, déjà peu nombreux en ville, sont encore plus rares. La priorité du gouvernement est d'améliorer l'accès aux soins de base.

Gaël Thomas Conan, directeur de l'antenne en Birmanie de l'ONG Première Urgence – Aide Médicale Internationale, travaille dans l'Etat Karen : « *Les soins mère-enfant sont le plus gros problème médical de la Birmanie. Depuis deux ans, le gouvernement tente de créer un tissu de sages-femmes dans tout le pays,*

avec l'objectif d'une sage-femme pour 5 000 habitants. » Les ONG se concentrent surtout dans les zones de conflit ou sur des maladies spécifiques comme le sida ou la tuberculose. Dans le cadre du processus de paix, l'Etat coopère avec les rebelles dans le domaine de la santé. Ceux-ci possèdent leurs propres systèmes, avec des médecins formés à l'étranger qui n'étaient jusqu'alors pas reconnus par le gouvernement. « *Même si on est loin du compte, on sent une volonté de l'Etat de remplir son rôle. Il y a peu, on pensait que notre ONG resterait pour toujours en Birmanie. Là, on commence à réfléchir à une stratégie de sortie* », se félicite Gaël Thomas Conan.

Le grand bazar de la pharmacie

En l'absence de législation et de professionnels diplômés, les médicaments, importés d'Inde ou d'Europe, s'achètent sans ordonnance et en libre service.

Pas besoin d'ordonnance au New Bogyoke Market de Rangoun, un vaste hangar éclairé au néon qui fournit tout le sud du pays en médicaments : remèdes et instruments médicaux sont en libre service, entreposés par 35°C dans l'humidité tropicale, loin des conseils de conservation des fabricants. Comme peu de Birmans ont accès à un médecin, la plupart ont recours à l'automédication, et suivent les conseils d'un vendeur. Or, le pays ne compte quasiment aucun pharmacien titulaire d'un diplôme, ou même ayant fait des études de pharmacie.

Des parpaings aux médicaments

Maung Maung Lat, patron du stand « Famous » au New Bogyoke Market, vendait des matériaux de construction avant de s'installer à son compte dans le commerce de médicaments en 2008. Il raconte que sa fille, étudiante en médecine, lui explique à quoi servent les produits qu'il vend. Il assure que « *les Birmans sont assez bien informés sur la qualité des médicaments qu'ils achètent. Depuis l'ouverture du pays, il y a beaucoup de conférences concernant la médecine et la manière de se soigner.* »

Un peu plus loin, Yu Yu Maw, vendeuse d'une échoppe qui porte son nom, lit toutes les notices avant de conseiller ses clients. Ce qui ne l'empêche pas de présenter comme « *aidant à faire baisser la tension* » le Vastarel, un médicament controversé en France, prescrit pour les angines de poitrine, mais qui présenterait des effets secondaires neurologiques graves.

Les quelques médicaments ou dispositifs médicaux fabriqués dans le pays sont jugés de piètre qualité par tous les acteurs du secteur, qui préfèrent se tourner vers les produits européens, très chers, ou leurs génériques indiens. « *Ces mé-*



Yu Yu Maw lit les notices pour conseiller ses clients. ©Emmanuelle François/ Cuej

dicaments sont de qualité acceptable, souligne le docteur Kyaw Zaw Thein, propriétaire de la pharmacie Mingalar dans le centre-ville de Rangoun. Ils ne fonctionnent pas aussi bien que les européens, mais ils permettent aux pauvres de se soigner. » Un avis nuancé par un représentant d'un laboratoire pharmaceutique français à Rangoun : « *Nous avons expertisé des génériques indiens en France. Certains sont bons, mais la plupart sont de mauvaise qualité. Dans le pire des cas, ils n'ont aucun effet, ce qui est déjà grave pour certaines maladies...* » Les médicaments européens sont vendus au même prix qu'en France et les génériques indiens divisent les prix par deux.

Un circuit sans contrôle

Le marché pharmaceutique birman croît de 15% à 20% par an. Les trois quarts des médica-

ments vendus sont indiens. Les compagnies européennes n'ont pas encore le droit de s'implanter et doivent passer par un distributeur, ce qui rend très difficile le suivi des boîtes vendues sur les marchés. Malgré les fréquentes accusations de contrefaçon, il y a peu de contrôles, donc peu de cas avérés. D'après le docteur Kyaw Zaw Thein, les faux médicaments et la contrefaçon viendraient des pays frontaliers, et en particulier de Chine, et toucheraient assez peu Rangoun – mais il reconnaît : « *Il y a des médicaments interdits en Birmanie, comme certains somnifères. Mais quand mes clients en ont besoin, je leur procure.* »

**Dossier réalisé
par Emmanuelle François,
Hnin Nu Lin
et Margaux Velikonja**

15%

Le taux de croissance du marché pharmaceutique en Birmanie

L'excellence perdue de l'université

L'enseignement supérieur, figé dans ses archaïsmes, est déconnecté du marché de l'emploi. Les jeunes qui le peuvent se tournent vers les écoles privées.



©Claire Le Moine/Cuej

L'Université de Rangoun, fermée par la junte après les manifestations de 1988, a rouvert en décembre 2013.

A peine engagé sur l'immense avenue de l'Université de Rangoun, le taxi est forcé de faire demi-tour. Les étrangers sont toujours interdits sur le campus du centre-ville, au sud de l'immense lac Inya. Tout comme les étudiants birmans, pendant presque vingt ans. Seulement fréquentés par quelques professeurs et docteurs depuis les manifestations de 1988 (lire encadré), les bâtiments étaient à l'abandon, la jungle reprenait ses droits.

Aujourd'hui, le campus revit progressivement. Quelques étudiants y reviennent et les Birmans sont autorisés à le traverser sans montrer de carte d'identité. En 2012, le site a été rafraîchi pour la visite de Barack Obama, mais des pavés brisés, des bran-

ches sur les bas-côtés, des tas de détritres et des édifices à moitié repeints rappellent la violence de la répression.

Après 1988, le gouvernement a isolé et dispersé les étudiants dans la périphérie de la ville pour éviter tout mouvement politique. Depuis, le niveau de l'université s'est affaibli, perdant sa réputation d'excellence depuis années 1950.

Du par cœur à tous les étages

Aujourd'hui, le plus absurde est la persistance de l'apprentissage par cœur. Depuis le primaire, les élèves doivent apprendre et restituer avec exactitude les paragraphes dictés par leurs enseignants. Sur les bancs des facultés, les professeurs qui souhaitent instaurer

un minimum d'interactivité sont souvent confrontés au silence de leurs élèves, habitués aux cours magistraux sans questions. « *Il y a certaines choses à apprendre par cœur*, admet Khin May Win, professeur de français retraitée de l'université des langues étrangères, *comme l'histoire de France, la géographie etc. Mais je refuse de faire tout apprendre par cœur aux élèves, pour moi ça bloque la réflexion. Mais c'est peut-être une volonté politique.* »

Le système d'entrée dans les filières universitaires est également basé sur l'apprentissage par cœur. L'élève de 15 ans doit obtenir un certain nombre de points sur 600 lors d'un examen de restitution de connaissances à la fin du lycée. Pour accéder à une filière prestigieuse comme

la médecine, il doit avoir minimum 500 points. Mais dans trois formations au moins, médecine, dentaire et école navale, le système est inégalitaire : les filles doivent totaliser plus de points que les garçons pour être admises. Brisé par l'isolement, le système universitaire birman, avec ses 163 institutions sous la direction de treize ministres (Education, Santé, Défense...), tente de se réformer. Une commission au Parlement planche sur la question, aidée par de nombreux conseillers étrangers. Système d'entrée, méthodes d'enseignement, formation des professeurs, autonomie des universités, équipement des infrastructures... Les défis sont nombreux et les réformes se font attendre.

Pour Khaing Phyu Htut et Nang Seng Aye, membres du British Council qui travaillent sur ces questions avec le gouvernement, le système universitaire a surtout besoin d'intégrer plus de pratique : « *Le plus important est de développer des liens avec les entreprises. L'université reste trop théorique.* »

Le secteur privé plébiscité

Car l'enjeu est bien de former des étudiants qui vont se retrouver sur un marché de l'emploi en pleine croissance. « *Je reçois beaucoup d'offres pour des techniciens, ingénieurs, manager en marketing, constate Win Htut Aung, directeur de l'agence d'emploi Max Success. Les jeunes ont du mal à trouver du travail parce qu'ils n'ont pas d'expérience. Ils manquent de pratique. Certaines entreprises sont prêtes à faire des formations, mais pas toutes.* »

Résultat, les jeunes Birmans qui le peuvent empruntent d'autres voies pour acquérir des compétences. Pendant sa première année à l'université de français, Ei Thant Thant Chaw suivait le week-end des cours de comptabilité dans une école privée. « *Ma mère m'a poussée à prendre ces cours parce que c'est plus facile de trouver du travail en étant comptable.* » Aujourd'hui, à 20 ans, elle est diplômée de français et

effectue un stage comme comptable dans une ONG.

Le secteur privé est plébiscité pour l'apprentissage des langues. A Rangoun, les annonces de cours (coréen, thaïlandais, chinois, anglais...) pullulent et le nombre d'écoles montées par des étrangers est en forte augmentation. A Edulink Australia, les étudiants déboursent 300 dollars pour soixante heures de cours. Son manager, Nyein Chan Aung, assume : « *Ce sont des familles riches qui viennent se former ici, celles qui ont les moyens de se payer un visa ou des études à l'étranger.* »



L'agence Danar, dans le centre de Rangoun, forme des jeunes pour des emplois à l'étranger, notamment dans le secteur de l'hôtellerie.

De leur côté, les ONG et les universités étrangères commencent à instaurer des partenariats au sein du système public. Myanmar Egress a été la première ONG en 2008 à mettre en place des bourses permettant à des étudiants de classe moyenne d'étudier à l'étranger, notamment dans d'autres pays d'Asie. Le pays sacrifiera encore des centaines de milliers de jeunes avant de redresser son système universitaire.

**Estelle Choteau,
Claire Le Moine,
Thurain Aung
et Htet Htet Lin San**

6%
du budget de l'Etat est consacré à l'Education en 2014, une augmentation de plus de 5% par rapport à 2013.

Source :
www.irrawady.org

100%
des enfants de 5 à 9 ans étaient scolarisés en primaire en 2010.

50%
des jeunes de 10 à 15 ans étaient scolarisés en 2010.

14%
des jeunes de 17 à 19 ans étaient inscrits dans l'enseignement supérieur en 2011.

Source : Unesco

Le campus, creuset de la révolte

Les étudiants birmans ont toujours été une force de contestation. Dès sa création en 1920, l'Université de Rangoun est agitée par une grande manifestation nationaliste et anticolonialiste. Dans les années 1930, Aung San, futur héros national commence sa fronde pour l'indépendance du pays comme leader étudiant.

En 1962, le principal syndicat étudiant, l'Union des étudiants de l'Université de Rangoun (Rusu) manifeste contre la discipline imposée sur le campus et les programmes inspirés des idéologies marxistes. Le dictateur Ne Win réprime le mouvement dans le sang, faisant des centaines de morts dans le pays. Il fait dynamiter les locaux du syndicat étudiant. De l'école à l'université, le système éducatif,

remodelé selon « la voie birmane vers le socialisme », entame un lent déclin.

En 1988, Ne Win retire tous les billets en circulation, pour baser le système monétaire sur le chiffre 9, au moment où les étudiants doivent payer leur frais d'inscription en liquide - ce qui déclenche une première vague de protestations. Le meurtre d'un étudiant par un policier, quelques mois plus tard, engendre de grandes manifestations. Deux cents étudiants sont fusillés, battus à mort ou noyés dans le lac Inya. Les universités sont déplacées hors de la ville. Depuis décembre 2013, 1 000 étudiants, répartis dans dix-neuf filières et triés sur le volet, sont autorisés à suivre des cours sur le campus historique.



« Ici, ce qu'on aimerait, c'est l'électricité »

Loin de Rangoun, les villageois de Ngwe Thaug Ya sont davantage préoccupés par l'amélioration de leurs conditions de vie que par les changements politiques.

Il est 9 heures, une pirogue à moteur ramène Win Zaw Moe à son village. Dans sa poche, 40 000 kyats, le fruit de sa nuit de vente à Danyin Gone, un marché de gros au nord de Rangoun, où il se rend quatre fois par semaine. A 22 heures, il repartira pour le périple inverse : trente minutes de bateau, puis cinq minutes de scooter, 1 h 45 de bus et enfin trente minutes de taxi.

Ngwe Thaug Ya est situé à l'ouest de Rangoun, à côté de la petite ville de Nyaung Tone. Dans l'Irrawaddy qui borde le village, des enfants se baignent, font leur toilette. De l'autre côté de l'eau, un désert vert, et au loin une maison de bambou.

On débarque à Ngwe Thaug Ya sur du sable fin, humide et chaud. Il faut grimper quelques mètres pour voir le village composé de maisons de bois montées sur pilotis. Plutôt espacées, elles laissent la place à des palmiers et à des bambous. Quelques énormes cochons sont vautrés dans la boue qui borde les chemins de terre. Une vache et son veau restent immobiles, au bout de leur corde.

Le silence est frappant. Ici, pas de voitures, seuls des scooters circulent dans ce village de 650 habitants. Quelques vélos aussi. L'électricité ne parvient pas jusque là, et la musique qu'écoutent quelques adolescents est produite grâce à une batterie de voiture. En revanche, chaque maison possède un puits d'eau potable depuis une quinzaine d'années.

Jésus et Benoît XVI au-dessus de l'autel

Ici, la vie suit son cours au rythme des récoltes, et comme les bruits de la circulation, les soubresauts politiques de Rangoun sont bien loin. Quelques villageois se disent sympathisants des deux principaux partis du pays, l'USDP des militaires et la NLD d'Aung San Suu Kyi. Mais globalement, la politique intéresse peu. « *La liberté d'expression, la liberté de manifester, on ne s'en rend pas compte. On sort rarement de notre village. On ne connaît pas bien la politique. On préfère rester tranquilles* », explique Tin Pyone Khaing, agricultrice.



A gauche : récolte de la coriandre, à quelques minutes du village.

Ci-dessus : le village de 650 habitants, situé sur les berges de l'Irrawaddy, vit de l'agriculture.

©Gabriel Nedelec/
Cuej

Win Zaw Moe habite dans une maison au toit de tôle. Sur la façade, une grosse croix blanche. Le marchand de 44 ans vit ici avec sa mère, sa femme et ses quatre enfants. Le dernier a deux ans et demi. Dans le village, la plupart des maisons abritent plusieurs générations, et les couples ont généralement quatre enfants. Dans la pièce principale, spacieuse, sombre et qui sert aussi de chambre à coucher, des calendriers dépassés représentant Jésus ou le pape Benoît XVI sont fixés sur un autel fait de brique et de broc. La famille est catholique, comme six autres dans le village. Quand elle le peut, sa mère, Htaway Kyi, 67 ans, se rend à l'église de Nyaung Tone. « Ici, il n'y a aucun problème avec les autres familles qui sont bouddhistes », se félicite Win Zaw Moe. Le centre de méditation du village s'agrandit grâce à une subvention d'Etat et aux dons des villageois. Excepté les propriétaires de deux petits snacks,

tout le monde vit de l'agriculture. Des femmes et des enfants trient les produits qui seront vendus au marché, seule source de revenus du village. « Depuis une quinzaine d'années, l'amélioration des transports nous a permis de gagner plus d'argent. Maintenant, on peut emmener plus de marchandises à chaque fois, alors on produit plus », explique un homme du village. Surtout, grâce à la baisse du prix des tickets, opérée en 2011 par l'Etat qui souhaitait rendre les transports plus accessibles, ils peuvent maintenant prendre le bus. Avant, les marchands se rendaient à Danyingone exclusivement par bateau, un trajet de plus de cinq heures.

Des boucles d'oreilles pour un portable

L'ouverture économique a aussi permis, l'an passé, l'arrivée des premiers téléphones portables, qui ont bouleversé la vie des paysans. « Maintenant, je peux appeler ma fille qui habite Rangoun pour lui demander les prix du marché. On s'en sert aussi pour réserver une place dans le bus », explique Tin Pyone Khaing. Un jeune homme explique qu'il capte internet sur son téléphone, ce qui lui permet d'appeler ses amis en Malaisie. Dans le village, une trentaine de personnes possèdent un portable. Pour financer leur achat, un système de prêt s'est mis en place parce que les appareils représentent encore un investissement très important. « J'ai vendu mes boucles d'oreilles pour que mon fils puisse s'en acheter un », précise Tin Pyone

Khaing. La minute de communication revient à 200 kyats (16 centimes d'euro). Comme la chaîne hi-fi, les portables sont rechargés sur batterie. « Ici, ce qu'on aimerait, c'est l'électricité ! », s'exclame Tin Pyone Khaing, forcée de vivre dans le noir sitôt la nuit tombée. Ce qu'elle souhaiterait aussi, c'est avoir une clinique près de chez elle. Les médecins ne se déplacent pas jusqu'ici, et même pour les urgences il faut prendre le bateau jusqu'à Nyaung Tone. Mais il faudrait que quelqu'un veuille financer le projet, à un moment où la priorité est de rehausser les maisons avant l'arrivée de la mousson.

Les premiers effets de l'ouverture du pays arrivent lentement à la campagne, qui se félicite d'abord d'avancées très concrètes. Pour Win Zaw Mo et les siens, c'est la vie au jour le jour. Vendre toutes ses marchandises au marché de la nuit. Le volet citoyen attendra.

Même si les conditions de vie n'y sont pas>>>

Le retour de

Thazin Wah (Bo)



DR

Thazin Wah – alias Bo – a 14 ans quand elle quitte l'Etat Môn

pour rejoindre sa tante en Thaïlande. Elle passera quatorze ans à Bangkok, endurant le mépris et le racisme envers les Birmans. « J'ai décidé de dire que j'étais thaïlandaise, en attendant que la roue tourne. » En 2012, lors d'un voyage à Rangoun, elle cherche un bon restaurant, en vain. Rentrée en Thaïlande, Bo commence alors à rêver à sa propre enseigne. Grâce à une amie, elle apprend à cuisiner et repart, recettes thaïlandaises sous le bras, pour l'ancienne capitale birmane. Les débuts sont difficiles, entre chambres d'hôtel et faux départs. En novembre 2013 elle se lance enfin. Le « Green Gallery » est né. ■



Les habitants réunis dans l'un des deux snacks du village. Les femmes trient les feuilles de bétel. Depuis quinze



>>> idéales, « de plus en plus de personnes viennent s'installer ici », commente Min Zaw, 43 ans, mari de Tin Pyone Khaing et cultivateur lui aussi. *Le village est bien placé, au bord de l'eau et pas trop loin de Rangoun.* » La majorité des jeunes du village ont quitté l'école à 10 ans. « Depuis 2011, on gagne plus d'argent parce qu'il y a plus de clients et que les prix ont augmenté, mais le collège reste trop cher pour qu'on y envoie nos enfants », raconte Tin Pyone Khaing, qui a commencé à travailler à 5 ans et sait à peine écrire. Au village, une école publique permet de scolariser les enfants en primaire. Pour se rendre au collège, il faut marcher trente minutes ou prendre le bateau pendant la saison des pluies qui inonde une partie du village.

Le bétel, cadeau du Bouddha

Malgré l'essor économique, les revenus restent précaires, et les récoltes, inégales, demandent un investissement constant. La plupart des habitants sont propriétaires de leurs terres, héritées de leurs parents. Mais il faut payer les graines, l'engrais, entretenir les machines agricoles. Alors que leurs parents cultivaient surtout des haricots, Win Zaw Moe, Tin Pyone Khaing et leurs voisins font plutôt pousser de la coriandre, des concombres et des aubergines, qui supportent bien la saison des pluies, se vendent plus cher, et dont les graines

sont bien moins coûteuses.

Le bétel est aussi très présent. L'aménagement d'un champ de cette plante grimpante dont les Birmans sont friands demande un investissement annuel de 900 000 kyats (720 euros). A 50 kyats (4 centimes d'euros) la feuille, il faut en vendre 20 000 pour rentrer dans ses frais. « Soit on a gagné assez d'argent lors de la récolte précédente, soit on doit emprunter pour l'année suivante », explique Win Oo, 48 ans. Chaque parcelle est cernée par une cage de bambou, les 200 plants se dressent sur des tuteurs alignés. On se déplace sur des petits passages de boue épaisse, dans une atmosphère étouffante. Pieds nus, car le bétel « est un cadeau du Bouddha ».

« Actuellement, 44 habitants du village ont un crédit à rembourser », signale Lyint Kyi, 63 ans, responsable bénévole de l'organisme de prêt de l'UNDP (le programme des Nations unies pour le développement). *Ils empruntent pour les cultures, mais aussi pour la vie quotidienne, pour s'acheter un portable par exemple.* » L'UNDP est présente depuis dix ans dans le village mais a mis du temps à s'installer dans les habitudes des villageois. Les prêts peuvent monter jusqu'à 500 000 kyats (400 euros). Ils sont accordés sans condition, et si l'emprunteur ne parvient pas à rembourser, la solidarité se met en marche et d'autres villageois avancent l'argent en attendant des jours meilleurs.

La préparation des élections législatives de 2015 ne semble pas atteindre le village, et personne ne paraît se soucier du résultat. « Ça dépendra des gens, de ce qu'ils veulent », répond, vague, Lyint Kyi. Koh Tin Than, un jeune cultivateur de bétel de 31 ans a cru entendre que le Président voulait prendre sa retraite. « Ça m'inquiète, parce que je crois qu'il fait du bon travail.

**Chaw Su Zin,
Gabriel Nedelec
et Florence Tricoire**

Ce sont les Anglais qui ont fait Rangoon

Extrait de *Birmanie, Atlas de voyage*, Claude Moisy, 1964

« Ce sont les Anglais qui ont fait Rangoon. Avant de devenir la capitale du dominion birman et l'un des grands ports de l'Empire des Indes, Yan Gon n'avait jamais connu les faveurs de rois de Birmanie. Jusqu'à l'annexion en 1885, le cœur du pays était resté accroché en Haute-Birmanie, dans la région sèche. Mandalay n'était pas la capitale depuis plus de trente ans, lorsque les troupes du général

Prendergast vinrent contraindre le roi Thibaw à l'exil. Mais les vieilles capitales, Pagan, Sagaing, Shwebo, Ava, Amarapura, en sont toutes proches. Séparés de la mer par huit cents kilomètres de rivière et de leurs ennemis par un fer à cheval de montagnes, les rois, leur cour et leur administration théocratique y perpétuaient, loin des mouvements du monde, des idées et des mœurs immuables.





ans, chaque maison possède son puits d'eau potable. Les plants de courges sont traités au pulvérisateur.



Min Zaw et sa femme Tin Pyone Khaing mettent trente minutes en bateau pour rejoindre le port de Nyaung Tone. Il reste alors au couple 2h15 de bus et de taxi pour atteindre Rangoun, où ils vendent leurs produits.

©Gabriel Nedelec/
Cuej



La salle de rédaction de Democratic Voice of Burma (DVB) à Rangoun. La chaîne continue à émettre depuis la Thaïlande.

Les médias se frottent

Depuis la levée de la censure en 2012, presse et télévision se disputent

Sandar Lwin est une fidèle. Journaliste au *Myanmar Times* depuis les débuts de l'hebdomadaire dans les années 2000, elle croit en sa vocation et se plaît dans la newsroom aux murs de brique rouge et aux ordinateurs des années 1990. Ce n'était pas le cas de la cinquantaine de ses collègues qui ont quitté le journal ces cinq dernières années pour gagner plus dans les ONG qui se sont installées en Birmanie. Une mauvaise réputation colle au *Myanmar Times*, jugé pendant longtemps trop proche des militaires, d'après Sandar Lwin. Il vient encore de changer de propriétaire.

Désormais, il est contrôlé à 51% par Thein Tun, richissime tycoon, propriétaire d'une banque et partenaire local de Pepsi. Le journal dépend fortement des recettes publicitaires apportées par les entreprises étrangères. Un quart de la cinquantaine de journalistes sont occidentaux, la Birmanie man-

que cruellement de professionnels qualifiés.

La plupart de la centaine d'hebdomadaires birmanes ont été créés sous la dictature quand les tracas du bureau de la censure empêchaient les bouclages quotidiens. La censure a été levée en août 2012 et depuis lors souffle un vent de liberté.

Un chef de la censure reconverti en directeur de chaîne

La Birmanie compte aujourd'hui dix quotidiens, dont un tiers dépend directement de l'Etat. Avec l'ouverture du marché des médias, une compétition économique s'est déclenchée, qui se manifeste notamment par une féroce concurrence sur la publicité. Les journaux gouvernementaux comme le *New Light of Myanmar* bénéficient toujours d'une meilleure distribution.

Si l'armée a desserré son étoupe sur la presse écrite, elle n'a pas renoncé à contrôler l'audiovisuel. A



©Verena Hölzl/Cuej

Les journalistes adoptent leur code de conduite

En mars, une loi a entériné le droit à l'information. La profession s'organise.

On a fait moins de photos lors de la fondation des Nations Unies », s'amuse Toby Mendel. La silhouette du consultant canadien tranche parmi la cinquantaine d'hommes en longyi, membres du Conseil provisoire des médias birman, qui posent pour la postérité à l'hôtel Sedona à Rangoun. Ce 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse, ils viennent d'apposer leurs paraphe au bas du tout nouveau code de conduite des journalistes.

La loi votée en mars, qui institue le droit à l'information, engrange les libertés acquises par la presse écrite depuis ce jour d'août 2012 où la censure préalable a disparu. Elle reconnaît le droit des journalistes à commenter les actes exécutifs, législatifs et judiciaires ou à couvrir les zones de guerre et

les manifestations sans être inquiétés. Elle fixe aussi les conditions d'établissement des entreprises de presse. En contrepartie, elle exige des journalistes l'observation de règles de base de la profession. Ce sont ces règles, jugées nécessaires pour limiter les dérives d'une presse avide de liberté d'expression mais peu accoutumée à son exercice, que formule désormais le code d'éthique.

Pour assurer le respect de ce délicat équilibre entre droits et responsabilités, un Conseil des médias composé des représentants du gouvernement, des chaînes de télévision, médias et journaux, ainsi que des membres de la société civile a été décidé par la loi. Il jouera à la fois le rôle de conseiller législatif et d'organe d'autorégulation de la profession.

Le retour de
Toe Zaw Latt



DR

Revenir
pour
informer.

Toe Zaw Latt, le chef de bureau de la chaîne d'information Democratic Voice of Burma à Rangoun, est rentré en 2012 après ses années d'exil. Le retour en grâce de l'ex-chaîne pirate illustre une liberté de la presse retrouvée. Même si cette dernière connaît encore des limites : « On reste sceptique. Le nouveau gouvernement, c'est un peu le même vin dans une bouteille différente. » ■

t à la liberté

un secteur en pleine expansion.

Nay Pyi Taw, la capitale artificielle construite par la junte, la télévision et la radio gouvernementale de Birmanie, MRTV, siègent depuis 2008 dans un bâtiment futuriste en aluminium posé au milieu de champs et de petits villages. MRTV pourrait difficilement se trouver plus isolée. « *Quand je suis arrivé ici pour la première fois, j'étais très surpris, admet Win Kyi, l'ancien vice-directeur de la chaîne qui reçoit les visiteurs dans la salle de conférence. J'attends encore une explication pour le choix du lieu.* »

MRTV a diffusé la propagande gouvernementale pendant des décennies. « *À l'époque, aucun journaliste ne travaillait chez nous, se souvient Win Kyi. Notre tâche ne consistait qu'à éditer les histoires que le gouvernement nous envoyait.* » Aujourd'hui, la maison emploie 80 journalistes et touche les aides internationales à la presse contre des promesses de réforme.

D'après Win Kyi, l'influence gouvernementale sur les contenus de MRTV continue à se manifester sous forme de « suggestions » envoyées par le ministère de l'Information. Selon lui, ces mauvaises habitudes prendront fin quand MRTV deviendra un véritable service public. En attendant, le nouveau directeur de la chaîne, Tint Swe, n'est autre que l'ancien chef de la censure de la junte.

Des journalistes birmans aux passeports norvégiens

A l'autre bout du paysage audiovisuel birman, Democratic Voice of Burma (DVB), continue à émettre depuis Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande. Créée en 1992 par des étudiants au cœur de la jungle, c'est elle qui en 2007 diffusait les images de la « révolution de safran », une révolte des moines réprimée par la junte. Jusqu'en 2011, ses correspondants travaillaient clandestinement en >>>

>>> Birmanie. Depuis l'an dernier, elle a pu établir une rédaction à Rangoun et vend même certaines de ses émissions à son ancien ennemi, MRTV.

Etre passé par la prison n'a aujourd'hui rien d'extraordinaire dans la newsroom de DVB, qui pourrait facilement être confondue avec un des cybercafés du coin, et où les journalistes exilés sont nombreux à avoir des passeports australiens, français ou norvégiens. Than Win Htut en fait partie. Il a vécu dix ans loin de son pays et son estomac ne supporte plus la nourriture de rue de Rangoun. En 2002, le journaliste est obligé de quitter la Birmanie et obtient un titre de voyage français avec l'aide de Reporters sans Frontières.

Depuis Paris, la Norvège et la Thaïlande, il continue à travailler pour la chaîne, diffusant les images

envoyées par des reporters clandestins.

« Désormais, on peut écrire tout ce que l'on veut, mais accéder aux sources d'information reste un problème. Les gens gardent l'habitude de se taire. Le militaire est partout. Notre pays fonctionne par la peur », estime Than Win Htut. La chaîne est financée par la Norvège et des aides internationales, et affiche une audience de cinq millions de téléspectateurs.

Than Win Htut a conscience que la nouvelle liberté n'est pas encore acquise. En mai, un jeune journaliste australien qui travaillait pour le site web de DVB en anglais a été arrêté pendant qu'il couvrait une manifestation. Il a été expulsé. Depuis, il travaille à Chiang Mai, en Thaïlande.

Verena Hölzl, Violetta Kuhn et Zin Mar Kyaw

Les dollars se mêlent de l'art

Les galeries se multiplient, des collectionneurs locaux émergent. Parfois attirés par la création, souvent par le profit.

Min Oat Soe n'est pas du genre à aimer l'art pour l'art. Ce quadragénaire a pourtant amassé depuis quatre ans près de 6 000 tableaux, un investissement à cinq millions de dollars. Si cet acteur de cinéma à la fortune aussi colossale que suspecte a mis autant d'argent sur la table, c'est que la spéculation sur le marché de l'art rapporte : en quatre ans les prix ont doublé et ils devraient continuer à augmenter. Diamant au majeur droit, à l'ombre de sa Range Rover, il se félicite : « Je transmettrai mes tableaux à mes deux filles lorsqu'elles auront 18 ans. »

Le premier boom du secteur remonte à 1996 et la « Visit Myanmar Year », opération de communication du régime visant à attirer les touristes étrangers. « Mais quand

le pays s'est refermé, trois ans plus tard, le marché est retombé », rappelle Myat Tun Aung, directeur du département de la peinture à l'Université des arts et de la culture de Rangoun. Les artistes les plus connus ont malgré tout continué à exposer en Asie du Sud-Est, particulièrement à Singapour, plaque tournante du marché. « Un tableau à 1 500 dollars peut être vendu 8 000 dollars là-bas ! », indique Ko Nyen Chan Su, propriétaire de la galerie Studio Square.

« Quand les artistes entrent sur le marché international, les prix flambent et c'est très intéressant pour nous », se réjouit Ma Ei, 120 tableaux à son actif. Si cette promotrice immobilière assure les acheter pour le plaisir, elle n'exclut pas de vendre sa collection d'ici quelques années. Aung Myint,

pionnier de l'art moderne birman, se moque de cet engouement pour une peinture aussi kitsch que figurative : « Les collectionneurs locaux s'intéressent surtout à la peinture réaliste. Ils veulent des tableaux qu'ils peuvent comprendre. »

L'argent en ligne de mire

La galerie Pansodan, quasiment invisible de la rue, occupe deux étages d'un immeuble décrépît du vieux centre de Rangoun. Le syndicat des artistes a été fondé ici. Aung Soe Min, son propriétaire, reçoit dans une petite pièce à l'écart : « Beaucoup de ces nouveaux collectionneurs sont attentistes. Ils ont en tête le profit. » Le galeriste décrit une véritable « faim de l'art » jusque dans la classe moyenne : « J'ai même vu une librairie du marché Bogyoke se reconverter en galerie tellement ça marche bien. » Mais pour un Aung Myint exposé au Guggenheim, pour un Min Wae Aung qui écoule ses moines en grands formats et couleurs criardes à 30 000 dollars la pièce, des centaines d'artistes contemporains survivent en exécutant, à la chaîne, des portraits d'Aung San Suu Kyi vendus 300 dollars.

Raphaël Czarny,
Shawn Le Win Pyae,
Htet Htet Lin
et Florence Stollesteiner.



(De haut en bas)

San Minn a vu son tableau « The Most Beautiful Girl » interdit en 1979, car il y avait représenté les couleurs du drapeau américain. Aung Soe Min possède la galerie Pansodan à Rangoun. Exposé au Guggenheim de New York, Aung Myint vendait des livres pendant la période socialiste pour survivre. Les collectionneurs locaux telle Ma Ei sont de plus en plus présents sur le marché de l'art.

©Florence Stollesteiner/Cuej

Mangeurs de viande

Extrait d'Une histoire birmane, George Orwell, 1934.

« Le tout premier souvenir d'U Po Kyin remontait aux années quatre-vingt. C'était alors un enfant rachitique au ventre ballonné qui regardait les forces britanniques victorieuses entrant dans Mandalay au pas cadencé. Il se rappelait la terreur que lui avait inspirée le spectacle de ces colonnes de géants mangeurs de

viande, rouges de visages autant que d'uniforme ; et les longs fusils qu'ils portaient à l'épaule, et le martèlement rythmique de leurs bottes. Il avait pris ses jambes à son cou après les avoir observés quelques minutes à peine : confusément, il sentait que son peuple ne faisait pas le poids face à cette race de géants. »





Le retour de Way Mar Nyunt



DR

Entre Prague et Rangoun.

En 2008, Way Mar Nyunt, vidéaste de formation, participe à un atelier de documentaire à la Yangon Film School. Elle obtient une bourse pour intégrer l'école de cinéma de Prague. Puis réalise pour son master un documentaire sur la transition qui s'ébauche. Way Mar Nyunt rentre à Rangoun en octobre 2010, un mois avant les législatives. Suit pendant un an May Thingyan Hein, une journaliste qui tente de lancer une agence de presse, avant de repartir, le tournage achevé, à Prague. Le montage n'est pas terminé quand, en novembre 2011, les premiers prisonniers politiques sont libérés. Elle saute dans l'avion pour la Birmanie et reprend l'ouvrage. Way Mar Nyunt continuera son film jusqu'aux élections générales de 2015. ■

La nouvelle vague du documentaire birman

A l'écart des circuits officiels et commerciaux, des cinéastes indépendants, souvent formés à l'étranger, montrent la réalité brute de leur pays.

L'an dernier, Aung Nwai Htway a fait pleurer des Néerlandaises. Il s'en excuse d'un sourire : « *Je n'imaginai pas tant émouvoir avec mon histoire. J'étais plutôt effrayé par le fait de montrer en Europe un film en noir et blanc et de mauvaise résolution.* » *Behind the Screen*, son documentaire mélancolique sur ses parents, des acteurs birmans connus, sera projeté cinq fois au festival IDFA d'Amsterdam. Pas mal pour un court-métrage monté de nuit chez lui. « *La journée, je travaillais dans une ONG. Ce n'était vraiment pas facile* », rigole t-il.

A 44 ans, Aung Nwai Htway est un des anciens élèves de la Yangon Film School (YFS), qui a fait de la débrouille son maître-mot. Fondée en 2005 par Lindsey Merrison, documentariste anglo-birmane, elle dérange dans une société où filmer la réalité pose encore problème. « *On nous suivait tout le temps, se rappelle Hnin Ei Hlaing, alias Snow, maintenant formatrice à la YFS. En 2008, on a fait un tournage sur l'édu-*



©Florence Stoffelstein/Cuej

Thaidhdi et Thu Thu Shein organisent depuis 2011 un festival de cinéma indépendant, le premier du genre en Birmanie.

cation dans les monastères. Des gens du gouvernement nous surveillaient. Ils n'avaient jamais vu de matériel de tournage. Ils pensaient qu'on apprenait aux moines à faire des bombes. »

Le poids de la censure

La passion de Merrison pour le free cinéma et le cinéma direct – deux courants européens de cinéma documentaire – et son envie de traiter de thèmes sociaux alors tabous font bouler de neige : la Famu, une école de cinéma tchèque, organise une session de formation dans les locaux de l'Institut français de Rangoun.

L'humoriste Zarganar, connu pour ses diatribes anti-junte, monte ses propres ateliers des-

tinés aux étudiants documentaristes. Les films réalisés sont souvent projetés lors de festivals internationaux.

Mais voir son film diffusé sur les écrans de Birmanie reste une douce utopie pour cette nouvelle génération. « *On m'avait dit que la censure était levée, alors j'ai pensé pouvoir programmer mon film dans un cinéma. Mais ce n'était pas vrai. Ce sont les affiches qui n'étaient plus censurées, pas les films* », raconte Thaidhdi, qui est passé par l'YFS en 2006, puis est parti étudier à Prague. Pour accéder au public, son épouse, Thu Thu Shein, qui a suivi le même cursus, crée en septembre 2011 le premier festival de cinéma indépendant du pays : le Wathann Film Festival, qui décerne des prix aux films birmans. Une compétition remportée par Aung Nwai Htway et son *Behind the Screen* en 2012.

« Je me moque du cinéma »

« *Je n'aime pas parler de nouvelle vague, mais le cinéma indépendant devient plus fort, les gens sont plus motivés, et on peut désormais tourner librement dans la rue* », affirme Thaidhdi. En l'espace d'un an,

Qu'est-ce qu'elle a sur le visage ?

Extrait de *L'accordeur de piano*, Daniel Mason, 2003.

« *Comme certaines des marchandes ambulantes du bord de la rivière, elle avait des cercles blancs peints sur la figure, telles des lunes sur sa peau foncée.*

Edgar se tourna vers le capitaine.

« *Qu'est-ce qu'elle a sur le visage ?*

- *La peinture ?*

- *Oui. J'ai vu la même chose sur certaines femmes du port. Mais*

des motifs différents. Bizarre...

- *On appelle ça thanaka. C'est fait avec du bois de santal moulu. Presque toutes les femmes en ont, et pas mal d'hommes. On en couvre aussi les bésés.*

- *Pour quelle raison ?*

- *Ça protège du soleil, paraît-il, et ça fait joli. Nous, nous appelons ça le "maquillage birman".*



deux nouveaux festivals de documentaires sont apparus : l'Art of Freedom Film Festival de Zarganar en 2012 et le Human Rights Festival du poète Min Htin Ko Ko Gyi en 2013. « On a fait voyager le festival dans 30 villes. On a accueilli 20 000 personnes, affirme ce dernier, assis devant une affiche représentant Aung San Suu Kyi, sujet de son prochain documentaire. *Ce n'est pas pour les films que je fais ça – je me moque du cinéma. C'est pour la politique. Parler des droits de l'homme, débattre, distribuer des DVD, éduquer les gens à la politique. C'est ça le plus important.* »

DVD pirates et groupe Facebook

L'an prochain, Aung Nwai Htway filmera l'ethnie Chin et ses traditions menacées. Un sujet inabordable il y a encore deux ans mais cette nouvelle génération clame son refus des interdits - Snow a consacré un film à la communauté homosexuelle de Rangoun, d'autres ont tourné dans les camps de réfugiés kachin ou ont couvert la construction du controversé barrage de Myitstone. Seule la religion reste compliquée à aborder.

Une petite communauté s'est constituée, qui se regroupe pour regarder les films étrangers disponibles en copie pirate, communique via un groupe Facebook, traduit et distribue gratuitement des livres consacrés au cinéma, et se donne des coups de main sur les différents projets.

Pour vivre, Thu Thu Sein et Thaidhi ont découpé leur calendrier : six mois comme fixeurs, traducteurs ou réalisateurs de petits films promotionnels, six mois pour leurs projets. Thu Thu Shein n'a désormais qu'un objectif : « *Infiltrer le cinéma "mainstream" et toucher le public birman.* »

**Raphaël Czarny,
Htet Htet Lin,
Shawn Le Win Pyae,
et Florence Stollesteiner.**

Sur la touche à l'hôtel Everest

Des joueurs africains débarquent en Birmanie avec l'espoir, souvent déçu, de vivre du football.



©Maxime Mainguet/Cuej

Une vingtaine de footballeurs s'entraînent sur un terrain vague, à Rangoun, en attendant de signer un contrat professionnel.

Ici, chaque joueur a un parcours différent mais, au final, on est tous dans la même galère. »

Pour Sylvère, footballeur camerounais de 28 ans, la galère, c'est ce terrain vague de Rangoun, coincé entre la pagode Shwe Dagon et Wisara Road. Trois fois par semaine, une vingtaine de joueurs africains s'y retrouvent pour taper le cuir. Ivoiriens, Nigériens ou Camerounais, ils s'entraînent en attendant des jours meilleurs : ceux où, contrat en poche, ils pourront vivre du football. En attendant, les voilà bloqués à Rangoun, dernière péripétie d'un parcours déjà tortueux. « *Le canal qui nous a amené ici a été mal construit, résume Sylvère également passé par l'Indonésie, la Russie ou la Moldavie. En Europe, c'est bouché, alors on doit s'exiler pour vivre du foot. Mais ici, on a souvent affaire à des arnaqueurs.* »

Koffi, petit meneur de jeu ivoirien à la crête blonde a été formé dans une académie où sont passés bon nombre d'internationaux ivoiriens. Très tôt, sa technique attire les agents de joueurs. Après que l'un d'eux lui a fait miroiter un contrat en Europe, un agent lui propose de faire le grand saut vers la Birmanie, où, jure-t-il, on gagne beaucoup d'argent. Mais lorsque Koffi débarque à l'aéroport de Rangoun, personne ne vient le chercher. « *Je regrette d'avoir payé deux millions de francs*

CFA (3 000 euros, ndlr) pour ça. J'aurais pu faire beaucoup d'autres choses avec cet argent. » Seul et sans le sou à 10 000 kilomètres d'Abidjan, il trouve un point de chute à l'hôtel Everest, là où « *les chauffeurs de taxis amènent automatiquement les Noirs* », note-il. Beaucoup de footballeurs africains en quête d'un contrat s'y sont réfugiés. Dans sa modeste chambre, payée cinq dollars la nuit, Patrick attend l'heure de l'entraînement. Ivoirien lui aussi, sa passion du foot l'a mené en Chine, en Thaïlande et, depuis mai, à Rangoun. Grâce à Sylvère, qui l'a pris sous son aile, il a pu passer des tests dans les clubs locaux : « *Mais je n'ai toujours pas eu de propositions concrètes.* » Pour les joueurs africains, il est difficile de signer un contrat décent. Les clubs locaux n'ont le droit qu'à trois joueurs non-asiatiques dans leur effectif et la concurrence pousse certains joueurs à accepter des salaires bien inférieurs à celui des Birmans. « *Ma famille m'aide et compte sur moi*, explique Patrick. *Donc, je ne peux pas accepter un salaire de 500 dollars par mois alors que les Birmans jouent pour 2 000 ou 3 000 dollars.* »

Même quand contrat il y a, les problèmes ne sont pas terminés. « *Il y a beaucoup de corruption, dénonce Patrick. On peut nous offrir un salaire de 3 000 dollars, mais on doit accepter d'en donner une partie au président ou au secrétaire général.* »

Comme beaucoup d'autres pays, la Birmanie n'a rien de l'eldorado annoncé. Oumra, un des gardiens de but de la bande, n'espère qu'une chose, quitter le pays. Le jeune homme qui dit avoir 23 ans comme « *âge officiel* » mais 20 pour « *l'âge du foot* », espère aller en Thaïlande : « *Une chose est sûre, je ne veux pas retourner en Afrique.* »

Maxime Mainguet



Diaporama sonore
Les difficultés du cinéma commercial birman

Remerciements

Depuis 1994, les étudiants du Cuej, l'École de journalisme de l'Université de Strasbourg, terminent leur formation par une immersion dans un pays étranger. Pendant quatre semaines, il leur faut comprendre un peu d'un territoire dont ils ignorent beaucoup, explorer sans préjugés et se méfier des conclusions hâtives.

Vingt ans après sa première délocalisation, le Cuej s'est installé en Birmanie. Dans ce pays qui s'éveille à la démocratie, où la censure des médias n'a été levée qu'il y a deux ans, 51 étudiants ont réalisé ce numéro spécial de *News d'Ille*, un webdocumentaire consacré à l'apprentissage de la démocratie et quatre magazines de télévision sur la jeunesse, publiés sur www.cuej.info.

Rien de tout ceci n'aurait été possible sans la collaboration des étudiants birmanes de l'Institut français de Birmanie, des étudiants en journalisme du National Management College (NMC) de l'Université de Rangoun et de leurs enseignants, et l'appui des autorités françaises.

Nos plus vifs remerciements vont à l'ambassadeur de France en Birmanie, Thierry Mathou, qui a accueilli et soutenu ce projet, dans le plus grand respect de notre travail. Ses collaborateurs, Dominique Causse, Guillaume Habert, Kyaw Naing et Sonia Tebbakh ont répondu à nos demandes insistantes avec une grande patience et beaucoup d'efficacité.

Le directeur de l'Institut français de Birmanie, Olivier Lacroix, nous a ouvert sans hésiter ses locaux où nous avons installé notre salle de travail, occupant les lieux pendant un mois nuit et jour, 7 jours sur 7. Un grand merci à lui, son efficace assistante Wah Wah Tin et tous ceux qui nous ont aidés, notamment Hervé Charbonnel et Charles Bonhomme. L'implication de Rose-Marie Lormel, directrice des cours, a été déterminante pour convaincre ses étudiants de rejoindre l'aventure. Que tous nous pardonnent notre présence envahissante.

Soe Myint, Geoffrey Goddard et Htay Maung, du groupe de presse Mizzima, ont répondu à nos demandes et permis d'accéder à leurs archives photo. Haw Zin Naing, du Myanmar Media Development Center (MMDC, groupe Forever), a mis ses équipements à notre disposition. Merci à eux.

Nous tenons enfin à exprimer notre immense gratitude à l'égard de tous les étudiants birmanes qui ont répondu avec patience, gentillesse et disponibilité aux exigences pressées des étudiants du Cuej.

Qu'ils sachent ce que toutes nos réalisations birmanes leur doivent.

Nicole Gauthier
Directrice du Cuej

